



LEGISLATIVES 2021 :

L'ANIE dénonce les déclarations de certains partis

ED DIWAN



Quotidien national d'informations -Mardi 15 juin 2021- Prix : 15 DA - Tirage 2000 -

Site web officiel <https://fr.eddiwan.dz>

EXAMEN DU BEM DEBUTE AUJOURD'HUI:

Plus de 600000

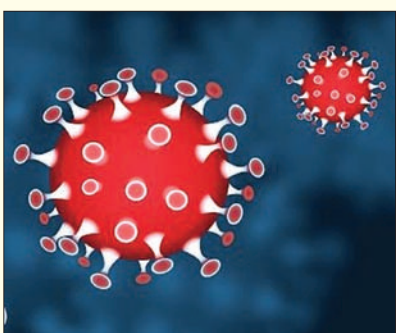
candidats pour relever le défi



Actualité

CORONAVIRUS :

354 nouveaux cas, 242 guérisons et 08 décès



LOGEMENTS AADL :

Derniers préparatifs en prévision d'une opération d'envergure de distribution le 5 juillet prochain

2

JUSTICE:

Plus de 4.000 détenus candidats au BEM

3

LEGISLATIVES 2021 :

L'ANIE dénonce les déclarations de certains partis

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a tenu dimanche, dans un communiqué, à saluer le peuple algérien qui a largement contribué à faire des législatives du 12 juin dernier un moment de communion dans la stabilité et de la sérénité de même que pour les partis et les listes indépendantes. Le communiqué souligne que « les candidats ont fait montre de patriotisme et d'engagement dans un pacte scellé avec l'ANIE pour privilégier le respect et la correction et la responsabilité de ce qui se dit ». Répondant à certaines déclarations de quelques partis, qui ont visé à remettre en cause la probité et l'honnêteté de ses membres, l'ANIE rejette avec force toutes ses accusations jugées sans fondement qui n'ont pour finalité que d'altérer l'image de l'organisme en question, de porter atteinte à sa réputation et par là même, créer un climat de suspicion. « L'ANIE a honoré ses



engagements et ses promesses conformément à la Constitution et à la loi organique sur les élections en assurant toutes les conditions et toutes les garanties qui

ont permis au peuple de voter ce qui a donné satisfaction aux candidats, des partis et des listes indépendantes, aux Législatives du 12 juin », précise la même source. Le peuple algérien a voté dans une ambiance pacifique en toute démocratie et dans le strict respect du protocole sanitaire mis en place à cet effet, ajoute le communiqué. L'ANIE a évoqué la renouée à l'intérieur qu'à l'extérieur, en prétendant qu'elle n'est pas capable de protéger les voix des électeurs et en appelant le Président de la République à assumer la responsabilité sur un ton de menace. « Ces allégations portent atteinte aux valeurs de l'Etat et de la République, et sont un appel fallacieux pour semer l'anarchie et le doute », martèle l'ANIE. L'ANIE réaffirme qu'elle est digne de confiance et à la hauteur de cette responsabilité», conclut le communiqué.

L'ANIE honore ses engagements constitutionnels

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a affirmé dimanche avoir honoré ses engagements et ses promesses concernant les Législatives du 12 juin conformément à la Constitution et à la loi organique sur les élections, en assurant toutes les conditions et toutes les garanties pour le succès de cette échéance électorale, a indiqué un communiqué de l'ANIE. « L'ANIE a honoré ses engagements et ses promesses conformément à la Constitution et à la loi organique sur les élections en assurant

toutes les conditions et toutes les garanties qui ont permis au peuple de voter ce qui a donné satisfaction aux candidats, des partis et des listes indépendantes, aux Législatives du 12 juin », précise la même source. Le peuple algérien a voté dans une ambiance pacifique en toute démocratie et dans le strict respect du protocole sanitaire mis en place à cet effet, ajoute le communiqué. L'ANIE a évoqué la renouée et le dialogue ouvert avec les candidats aux élections législatives et la signature par ces derniers de la Charte d'éthique des pratiques

électorales, en plaçant leur confiance dans l'ANIE et dans son processus pour l'instauration des règles de la démocratie électorale après que celle-ci ait prouvé sa compétence et sa crédibilité lors de la Présidentielle du 12 décembre 2019 et du référendum sur la constitution, et aujourd'hui, aussi, avec la même confiance et détermination, dans l'application des lois de la République prévues dans la loi organique sur les élections. « Les déclarations et communiqués émanant de certaines parties connues pour de telles pratiques et qui

sont sans fondement, attentent à l'engagement de l'ANIE et à son intégrité reconnue tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en prétendant qu'elle n'est pas capable de protéger les voix des électeurs et en appelant le Président de la République à assumer la responsabilité sur un ton de menace. « Ces allégations portent atteinte aux valeurs de l'Etat et de la République, et sont un appel fallacieux pour semer l'anarchie et le doute », martèle l'ANIE. L'ANIE réaffirme qu'elle est digne de confiance et à la hauteur de cette responsabilité», conclut le communiqué.

Le ministère de la communication retire l'accréditation à la chaîne France 24 en Algérie

Le ministère de la Communication a décidé dimanche de retirer l'accréditation octroyée à la représentation à Alger de la chaîne télévision d'information française « France24 », rapporte l'APS citant le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer. La même source a affirmé que ce retrait est motivé par « l'hostilité manifeste et répétée contre notre pays et ses institutions, le non respect des règles de la déontologie professionnelle, la désinformation et la manipulation ainsi qu'une agressivité avérée à l'égard de l'Algérie ». Pour rappel, le ministère de la Communication avait adressé un dernier avertissement avant « retrait définitif » de l'accréditation à cette chaîne de télévision, le 13 mars dernier, pour son « parti-pris flagrant » dans la couverture des marches en Algérie. « Le parti-pris de France 24 dans la couverture des marches du vendredi est flagrant, allant jusqu'à recourir, sans retenue aucune, à des images d'archives pour les antider afin de porter secours à résidu antinational constitué d'organisations réactionnaires ou séparatistes, aux ramifications internationales », avait noté alors dans un communiqué le ministère de la Communication.

Journée d'information aujourd'hui sur les modalités de formulation des recours

Le Conseil constitutionnel organisera, mardi, une journée d'information sur les modalités de formulation des recours sur les résultats provisoires des élections législatives et leur procédure d'examen, a indiqué dimanche un communiqué de cette instance. De par son rôle dans l'annonce des résultats définitifs des élections législatives du 12 juin et l'examen des recours, le Conseil constitutionnel organise une journée d'information permettant de passer en revue les différentes étapes de l'opération et de visiter les espaces réservés à cet effet. La formulation des recours par les candidats et partis politiques ayant participé à l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) est soumise à des conditions, rappelle-t-on. Conformément à la Constitution, notamment ses articles 191 et 224, et aux dispositions de l'ar-

ticle 209 de la Loi organique relative au régime électoral, ainsi qu'au règlement fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel, les candidats et les partis politiques en lice ont le droit de faire recours sur les résultats provisoires de l'élection, selon des conditions de forme et de fond. Selon les conditions de forme, « le requérant doit être un candidat, ou une liste de candidats, ou un parti politique participant aux élections dans la circonscription électorale concernée ». Et dans le cas où les requérants chargent leur représentant de déposer le recours, « il est exigé sous peine de déclaration du rejet du recours en la forme, que le déposant soit muni d'un pouvoir l'habilitant à cette fin ». Le recours doit être présenté sous forme de requête, rédigée en langue arabe, déposée par le requérant ou son représentant légalement habilité, directe-

ment auprès du service de greffe du Conseil constitutionnel dans les quarante-huit (48) heures suivant la proclamation des résultats provisoires par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). La requête du recours doit comporter « le nom, prénom, adresse et signature du requérant, et si le requérant est un parti politique ou une liste de candidats, elle doit comporter la dénomination du parti, l'adresse de son siège, ou la dénomination de la liste et la qualité du déposant du recours habilité à le déposer ». Pour ce qui est des conditions de fond, « le requérant doit exposer l'objet du recours et le fonder sur des moyens et motifs sur lesquels il s'appuie et qu'il explicite dans la requête » et « doit appuyer son recours par les moyens et les documents au soutien de son recours », avait précisé le Conseil constitutionnel.

LEGISLATIVES :

Ferme rappel à l'ordre de Mohamed Charfi à Abderazak Makri

C'est un rappel à l'ordre qui ne fait pas dans la condescendance oratoire que le président de l'ANIE a adressé au président Abderazak Makri, président du MSP, qui a revendiqué dimanche la majorité aux législatives tout en dénonçant des tentatives de bidouillage des résultats. Pour Mohamed Charfi, « les déclarations (en question ndr) sont « une remise en cause de la probité et de l'intégrité des membres de l'ANIE », les jugeant « fausses et infondées dans le fond et dans la forme ». Outre de « porter atteinte à l'image de l'ANIE », les déclarations du leader du MSP sont prises par le président de l'ANIE comme « une expression franche emprunte de menace », les rejetant « avec fermeté ». Pour rappel, dimanche, et alors que le dépouillement n'était pas totalement achevé, au niveau des représentations locales de l'ANIE, Abderazak Makri a revendiqué dans une publication sur sa page Facebook, la victoire des listes de son parti en Algérie et dans l'émigration, appelant le président Tebboune « à défendre l'expression de la volonté populaire, comme elle s'est exprimée dans les urnes ».

CORONAVIRUS :

354 nouveaux cas, 242 guérisons et 08 décès

Trois cent cinquante-quatre (354) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 242 guérisons et 08 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué ce lundi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Selon la même source, le total des cas confirmés en Algérie s'élève à 133.742 cas. Le ministère de la Santé a fait savoir également que le nombre des décès a atteint 3.579 cas, tandis que le nombre des patients guéris est passé à 93.094. Par ailleurs, 30 patients se trouvent actuellement en soins intensifs.

ACCIDENTS DE LA ROUTE :

9 morts et 112 blessés durant le week-end

Les services de la Sûreté nationale ont annoncé ce lundi que neuf personnes ont trouvé la mort et 112 autres ont été blessées dans 91 accidents de la circulation survenus en zones urbaines le week-end dernier. Selon la même source, le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents

PETROLE :

Le prix du Brent maintient sa tendance haussière

Lundi, dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 73,37 dollars à Londres, en hausse de 0,94% par rapport à la clôture de vendredi. Pour sa part, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait, également, 0,76%, pointant à 71,45 dollars. Les experts imputent cette tendance en écho aux prévisions « encourageantes pour la demande d'or noir partagées vendredi par l'AIE et en l'absence d'avancée notable sur le front du nucléaire iranien », ont-ils expliqué. Il est à noter que le Brent et le WTI évoluent, à présent à des niveaux-record, atteignant en quelques instants auparavant 73,64 dollars et 71,70 dollars, une première depuis respectivement mai 2019 et octobre 2018, relève l'AFP.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar
- Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.eddiwan.net
Email :
contact@eddiwan.net
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 03 29
- 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

EXAMEN DU BEM DEBUTE AUJOURD'HUI: Plus de 600.000 candidats pour relever le défi



Un total de 641.187 candidats, dont 15964 candidats indépendants, se présenteront, ce mardi, aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session de juin 2021, programmées du 15 au 17 juin, selon l'Office national des examens et concours (ONEC). Les filles sont plus nombreuses parmi les élèves scolarisés. Selon les statistiques de l'ONEC, sont attendues 332 456 candidates contre 292 767 garçons. La situation s'inverse concernant les candidats libres, au nombre de 11 100 garçons et 4 864 filles. ELOGEMENTS AADL :

Derniers préparatifs en prévision d'une opération d'envergure de distribution le 5 juillet prochain

La direction générale de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a tenu une réunion de coordination pour apporter les dernières retouches aux préparatifs en prévision d'une opération d'envergure de distribution de logements location-vente prévue le 5 juillet prochain à l'occasion du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. Ont pris part à cette réunion, le Directeur général en charge de la gestion des services de l'AADL, Fayçal Zitouni et les responsables de la direction de la souscription et de commercialisation, de la direction des projets et de la direction de gestion immobilière, lit-on sur la page Facebook de l'Agence. Lors de cette réunion, M. Zitouni a appelé les directions à «davantage de coordination entre elles en vue de mener à bien cette opération et faciliter les différentes procédures relatives au versement de la quatrième tranche ainsi que les procédures notariales». Il a également mis l'accent sur la nécessité de dresser des Procès verbaux de réception-livraison signés par les services de Gest-Immo, la direction des projets et les représentants des souscripteurs, confirmant la bonne qualité des logements et le parachèvement des travaux VRD (eau, électricité, gaz et assainissement) mais aussi le bon fonctionnement des ascenseurs et de l'éclairage public. Pour M. Zitouni, la réussite de cette opération «est importante et nécessaire pour relever le défi et faire aboutir la stratégie adoptée par le ministère de l'Habitat visant la livraison des logements dotés de toutes les commodités».

fectifs mobilisés, protocole sanitaire anti-Covid19, tout est fin prêt pour accueillir les candidats dans de bonnes conditions. C'est le cas dans la capitale, comme l'affirme Ghenima Naït-Brahim, directrice de l'Académie Alger-ouest, sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. Autre exemple : la wilaya d'El Bayadh. Après avoir abrité le scrutin des législatives, les établissements scolaires ont dû être désinfectés et remis en ordre pour accueillir les collégiens pour leur examen de fin de cycle. Dans le souci de rapprocher les candidats des lieux de

passage du BEM, la wilaya a été dotée de six nouveaux centres d'examen, rapporte, dans un reportage, l'envoyée spéciale de la Chaîne 3.

Les forces de sécurité mobilisées

Toujours selon l'ONEC, la correction des copies d'examen débutera le 22 juin prochain, et s'étalera jusqu'au 03 juillet 2021 pour accompagner le déroulement des épreuves, la Gendarmerie nationale met en place un dispositif

JUSTICE:

Plus de 4.000 détenus candidats au BEM

Plus de quatre mille (4000) détenus passeront les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) répartis sur 46 établissements pénitentiaires, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Justice. Selon la même source, «4.103 détenus candidats au BEM ont été enregistrés soit une hausse de 48% par rapport à la session 2020 dont 4.058 candidats et 45 candidates répartis sur 46 établissements pénitentiaires réquisitionnés par le ministère de l'Education nationale pour les examens officiels». Les épreuves supervisées par l'Office national des examens et concours (ONEC),

seront encadrées par des enseignants relevant du ministère de l'Education nationale en vertu d'un accord conclu entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Education. 35.922 détenus ont poursuivi leurs études dans les différents paliers, dont 28.917 détenus sont concernés par l'enseignement à distance, 52 suivent un cursus universitaire, et 6.953 sont inscrits aux classes d'alphabétisation, précise le communiqué. Les candidats ont reçu des cours de soutien sous la supervision de 1.061 encadreurs en prévision des différents examens de fin d'année. S'agissant de la formation profession-

secritaire spécial. Il prévoit « le déploiement de brigades fixes et mobiles et l'intensification des patrouilles de contrôle pour fluidifier la circulation, notamment au niveau des axes menant aux centres d'examen », mais également, « des brigades de protection des mineurs mobilisées à proximité des centres d'examen pour accompagner et sensibiliser les candidats dans l'application du protocole sanitaire de lutte contre la propagation du Covid 19 », précise un communiqué de la Gendarmerie nationale.

ALI MEBROUKINE, SPECIALISTE EN DROIT DES AFFAIRES :

« La croissance va repartir en 2022 »

« La croissance va repartir en 2022 », cette prévision optimiste du gouvernement est partagée par le professeur en droit des affaires, M. Ali Mebroukine. « La croissance va repartir en 2022, notre ministre des finances parle d'un rebond de 4% et les chiffres donnés par la banque mondiale ne sont pas très loin de ce ratio », a déclaré, ce lundi, M. Mebroukine sur les ondes de la radio Chaîne 3. S'exprimant dans l'émission l'Invité de la rédaction, le spécialiste en droits des affaires appelle, toutefois, à consolider cette croissance « annoncée » par « des réformes rigoureuses » pour passer

d'une économie dépendante des hydrocarbures à une économie productrice de richesses. Affirmant qu'« il est normal que le président prenne en compte la situation provoqué par la pandémie », M. Mebroukine estime que « la loi de finance 2022 doit s'inscrire dans le cadre d'une plus grande rigueur ». « Quand je dis rigueur budgétaire, je ne veux pas dire qu'il faut instaurer l'austérité mais plutôt la rationalisation des dépenses », nuance-t-il. En plus d'une politique de rationalisation des dépenses qui mettrait fin « à la dérive budgétaire », le professeur en droits des affaires recommande «

l'arrêt des grands projets aux coût exorbitants », « revoir la politique d'exonération fiscale en évaluant tous les avantages consentis aux investisseurs qu'ils soient nationaux ou étrangers », « poser le problème du financement des entreprises publiques en vigueur depuis 40 ans ». Interrogé au sujet de la dévaluation du dinar, M. Mebroukine appelle à l'arrêt de la cette politique pour relancer la consommation qui est le moteur de la croissance. « Il faut arrêter la dépréciation du dinar, y'a pas une raison objective pour procéder à une nouvelle dépréciation », a-t-il déclaré.

11.000 policiers mobilisés pour garantir la couverture sécuritaire des épreuves du BEM

Onze mille (11.000) agents de police ont été mobilisés par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), à travers l'ensemble du territoire national pour accompagner les candidats aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM), prévues à partir de mardi, dans le cadre de son plan sécuritaire tracé à cet effet. Ce plan prévoit «la sécurisation des différents centres concernés par les examens et leurs alentours, et l'accompagnement sécuritaire du transport des sujets et copies d'examen, en coordination avec les services compétents relevant du secteur de l'Education nationale», a indiqué, lundi, un communiqué des services de la Sûreté nationale. Par ailleurs, «tous les mécanismes de prévention ont été mis en place pour fluidifier le trafic routier, à proximité des centres d'examens qui connaissent une forte affluence des élèves et de leurs parents, à travers l'intensification des patrouilles et l'installation de points de contrôle fixes et autres mobiles».

MINISTERE DE LA JUSTICE:

Une session de formation au profit des experts judiciaires sur le thème «rapport d'expertise»

Le ministère de la Justice organise à partir de lundi à l'Ecole supérieure de magistrature (ESM) à Koléa (Tipasa) une session de formation au profit de 28 experts judiciaires formateurs sur le thème «Le rapport d'expertise», indique un communiqué du ministère. Cette session, la quatrième du genre, qui s'étalera jusqu'à mercredi s'inscrit dans le cadre de la consolidation du secteur de la justice en Algérie, en coordination avec le partenaire européen. La session qui se déroulera en visioconférence sera animée par un expert français et portera notamment sur «les techniques de rédaction du rapport d'expertise». Six magistrats participeront mardi à un workshop en ligne sur «l'application des exigences de protection des données en Algérie», et ce dans le cadre de la participation du ministère de la Justice aux activités du programme de lutte contre la cybercriminalité. Ce workshop tend à «présenter les normes internationales de protection des données et leur impact sur les questions de cybercriminalité et à évaluer le cadre législatif national relatif à ce domaine».

COVID-19 :

Vers la mise en place d'un passeport vaccinal en Algérie

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus envisage la mise en place, prochainement, d'un pass sanitaire afin de sécuriser la reprise des activités, a indiqué ce lundi le Professeur, Riad Mahyaoui. « Le pass sanitaire ou le passeport vaccinal est indispensable pour assister à des événements rassemblant beaucoup de personnes, à l'image des salles de cinéma, des salles de spectacles, un restaurant, et quelquefois même dans les espaces ouverts tel qu'un stade de football », a fait savoir le Pr. Mahyaoui à la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. Pour le membre du Comité scientifique de suivi de la pandémie, ce passeport vaccinal servira de sésame, nécessaire, pour accéder à ces salles de concert, ces chapiteaux, à ces foires et apportera la preuve que la personne détentrice de ce pass est vaccinée contre la Covid-19. Après plus de quatre mois du lancement de la campagne de vaccination, plus de deux millions de personnes ont été vaccinées en Algérie. Dernièrement, le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière a adopté une nouvelle stratégie dans sa campagne de vaccination en installant des chapiteaux à proximité des hôpitaux afin de vacciner en masse et accélérer davantage cette campagne.

REMBOURSEMENT DE DETTES D'ENTREPRISES EN DIFFICULTE: 287 dossiers supplémentaires acceptés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ), a accepté 287 dossiers supplémentaires, en vue du remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui a assuré de la poursuite de l'opération jusqu'au parachèvement de l'examen de toutes les demandes.

En application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, une 10e séance de travail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'ANADE, a été tenue", lit-on dans le communiqué. Lors de la réunion tenue au siège de l'ANADE, il a été procédé à l'examen de 500 dossiers présentés par les représentants des banques, débouchant sur l'acceptation de 287 dossiers pour le remboursement de plus de 53 milliards de centimes". Par ailleurs, le traitement de 192 dossiers a été reporté, car les entreprises en question sont toujours en activité. Il s'agit, donc, de les accompagner par l'ANADE, par un rééchelonnement de leurs dettes, à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités à travers les accords conclus. La même source fait état, également,



de la régularisation définitive de 17 dossiers par des propriétaires de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence. Quatre dossiers ont été renvoyés aux

banques, car ne remplissant pas les conditions de remboursement, a-t-on précisé. Ainsi, le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors des séances, s'élève

à 5.015 dossiers, selon le communiqué qui fait savoir que d'autres séances seront programmées chaque semaine, d'autant plus que pas moins de 500 dossiers seront examinés à chaque séance.

UNION POUR
LA MEDITERRANEE :
Arkab participe lundi
à la 3ème Conférence
ministérielle sur
l'Énergie



Le ministre de l'Énergie et des mines, Mohamed Arkab, participera demain lundi, à la 3ème Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'Énergie, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui se tiendra par visio-conférence, sera organisée par le Gouvernement du Portugal et présidée par le ministre portugais de l'environnement et de l'action climatique, explique la même source. Elle examinera les réalisations depuis la 2ème Conférence ministérielle de 2016 et l'adoption de la déclaration ministérielle sur l'énergie 2021, a-t-on souligné. La rencontre sera co-présidée par la Commissaire européenne à l'énergie et la ministre de l'énergie et des ressources minérales du Royaume Hachémite de Jordanie, avec la participation des ministres et des représentants des états membres.

COVID-19 :

L'économie algérienne se remet progressivement

L'économie algérienne a enregistré un rebond remarquable durant les premiers mois de l'année en cours, avec des indicateurs financiers positifs qui annoncent une reprise économique progressive, après une année 2020 bouleversée par la pandémie de Covid-19 et ses impacts socio-économiques. Ainsi, la croissance économique de l'Algérie a été revue à la hausse pour se situer à +4,2% en 2021, alors que la loi de finances prévoyait un taux de +3,98%, selon la note de conjoncture rendue publique récemment par le ministère des Finances. Cette reprise est « en relation avec le retour progressif de l'activité économique suite à l'amélioration de la situation sanitaire après le repli de la pandémie », expliquait le ministère dans son document. Ce rebond qui sera principalement tiré de l'amélioration de la croissance du secteur des hydrocarbures laquelle devrait atteindre 10,1%. Même la croissance hors hydrocarbures marque une amélioration avec un taux prévu de +3,2% pour 2021, contre +2,4% prévu initialement (LF2021). L'activité du secteur de la construction devrait ainsi croître de +3,8% et celle des services marchands de +3,6% en 2021. Se réjouissant d'une situation « inédite » qui « n'a pas été observée depuis plusieurs mois,



le document du département des Finances avance que les réserves de change du pays ont « repris durant le mois de mai 2021 un trend haussier ». La reprise de l'activité économique en Algérie s'est, en outre, reflétée, par le niveau des recouvrements fiscaux, effectués par l'administration des impôts, avec une hausse de 9,5% à 807,65 mds de DA à fin avril 2021. Les crédits à l'économie alloués uniquement par les banques publiques ont atteint, à fin mars 2021, un encours de plus de 9711 mds DA, en hausse de 67 milliards DA par rapport à fin décembre 2020, dont 4087 mds ont été alloués au secteur privé. « Cela démontre l'effort considérable déployé par le

secteur bancaire pour accompagner le secteur économique national dans la perspective d'assurer une reprise par-raine », souligne le ministère.

Plus d'exportations, moins d'importations

D'autre part, le déficit de la balance commerciale du pays a enregistré une baisse de 68%, passant à -1,3 milliard de dollars à fin mai 2021, contre -3,9 milliards (mds) USD à fin mai 2020. A travers les différentes mesures prises pour encadrer le commerce extérieur, le Gouvernement semble ainsi réussir progressivement le défi de la réduction des importations qui ont reculé à 15,2 mds USD au cours des 5 premiers mois de 2021, contre 18,9

mds USD à la même période de 2019, soit un repli de près de 20% en deux ans. De même, l'objectif d'augmenter sensiblement les exportations du pays, notamment celles hors hydrocarbures, semble également être en bonne voie, selon les chiffres communiqués par le ministère des Finances. Les exportations hors hydrocarbures ont, en effet, progressé de 81,71%, alors que les exportations d'hydrocarbures ont augmenté de 32,7% durant les 5 premiers mois de l'année. Le taux de couverture commerciale (des importations par les exportations) s'est ainsi amélioré de manière appréciable pour atteindre 92% à fin mai 2021 contre 72% à fin mai 2020. De ce fait, l'année 2021 devrait connaître un retour progressif de l'activité économique en Algérie à des niveaux permettant le « rattrapage » des pertes subies en 2020 et une atténuation des déséquilibres des comptes de l'Etat, prévoit le ministère des Finances. Grâce à plusieurs mesures prises pour atténuer les impacts socio-économiques de la pandémie, en mobilisant un budget de 530 mds de DA en 2021, l'Etat a réussi à prendre en charge les besoins des citoyens en matière de revenus et de couverture sociale et sanitaire, souligne le département de Aymen Benabderrahmane.

ALGERIE :

Le déficit de la balance commerciale en baisse de 68%

Le déficit de la balance commerciale de l'Algérie a enregistré une baisse de 68% au cours des cinq (05) premiers mois de 2021, passant à -1,3 milliard de dollars à fin mai 2021, contre 3,9 milliards USD à fin mai 2020, a indiqué mercredi le ministère des Finances dans un communiqué. Les importations ont été réduites à 15,2 milliards

de dollars (mds USD) au cours des 5 premiers mois de 2021, contre 18,9 mds USD à la même période de 2019, soit un repli de près de 20%. Les exportations d'hydrocarbures ont, quant à elles, augmenté de +32,7% durant les 5 premiers mois de l'année en cours alors que les exportations hors hydrocarbures ont progressé de +81,71%. Le taux de

couverture commerciale (des importations par les exportations) s'est ainsi amélioré de manière appréciable pour atteindre 92% à fin mai 2021 contre 72% à fin mai 2020. « Cette atténuation (du déficit commercial) est le résultat d'une part, de la forte augmentation des exportations globales de marchandises et, d'autre part, aux mesures

prises par les autorités publiques pour encadrer le commerce extérieur », explique le ministère. Le ministère observe, à ce titre, que le niveau des réserves de change a « repris durant le mois de mai 2021 un trend haussier », une situation qu'il qualifie d'« inédite » et « qui n'a pas été observée depuis plusieurs mois ».

ENTREPRISE ALGERIENNE NATIONALE DU CUIR ET DERIVE : Arrêt en vue des unités de production

Avis de débrayage à l'ACED, l'Entreprise Algérienne du cuir et dérivés relevant du Holding Industriel Textiles et Cuirs. Après le sit-in de protestation tenu, le 2 juin dernier, au niveau des six unités de production de Jijel, Batna, Djelfa, Sétif, El Amria et Alger, opérant dans les deux branches industrielles de traitement des peaux brutes animales et de la fabrication du cuir synthétique, le comité de participation de l'entreprise (CP) et l'organisation syndicale de l'entreprise, affiliés à l'Union générale des travailleurs Algériens (UGTA), donnent un préavis de grève à consommer sous quinzaine. Selon leurs communiqués, rendus publics mercredi dernier, la décision d'aller vers un débrayage, « intervenue après épuisement des voies légales », est motivée par « l'exclusion de l'ACED du marché public de fourniture de l'Armée nationale populaire (ANP) d'un montant de 01 milliard de dinars ». Ce marché « vital » pour l'ACED, croulant déjà sous d'énormes difficultés de trésorerie, aurait été octroyé, d'après la même source, de « gré de gré à une société privée dépourvue des capacités requises ». A ce propos, le comité de participation de l'ACED et l'organisation syndicale font appel aux hautes autorités civile et militaire pour intervenir et sauver l'entreprise de la fermeture. Dans une lettre ouverte au Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'armées, Saïd Chengriha, les travailleurs de l'ACED (plus de 600) demandent la « réaffectation » du marché public en question.

ORAN:

Réception prochaine de plus de 1.700 logements publics locatifs

Plus de 1.700 logements publics locatifs seront réceptionnés fin juin en cours dans quatre communes de la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès de la direction de l'habitat.

Il s'agit de 700 logements publics locatifs dans la commune de Misserghine, 500 à El Ancor, 500 autres à Bousfer et 32 à Mers El Kébir, a-t-on indiqué, soulignant que la réalisation de ces logements enregistre un taux d'avancement dans les travaux d'aménagement externe de 95 % pour être achevés en fin juin en prévision de leur attribution au mois de juillet prochain. Les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau, électricité et gaz) sont achevés en attendant les travaux de revêtement des chaussées au niveau des sites d'El Ancor et Bousfer et Mers El Kébir, a-t-on fait savoir. Une opération pour déterminer les locaux à l'intérieur de ces sites d'habitat a été lancée courant de cette semaine. Ces locaux devront abriter des équipements publics, notamment une polyclinique, une antenne communale, un bureau de poste, deux agences de Sonelgaz et de la Société de l'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR), a-t-on relevé. Une commission de wilaya com posée



de représentants du wali d'Oran et de différentes directions de l'habitat, de l'urbanisme, de l'Office de

promotion et de gestion immobilière (OPGI) a procédé à une opération de contrôle et d'inspection des

différents programmes d'habitat prévus pour leur attribution au mois de juillet prochain.

AÏN DEFLA:

Abbas M'hamed, un exemple de la fidélité au pays et de l'amour de la patrie

Doyen des Moudjahidine d'Aïn Defla ayant pris part à la guerre de libération nationale, Abbas M'hamed a tenu en dépit de son âge avancé (90 ans) à accomplir son devoir d'électeur dans le cadre des législatives tenues samedi, soutenant que la participation à ce rendez-vous électoral est un "acte consolidant la citoyenneté et le patriotisme". La notoriété de ce natif d'Alger, enseignant de mathématiques à la retraite et père de cinq enfants, rencontré à l'école primaire "Bouchireb" de Khémis Miliana où il s'appretait à voter, résulte du fait qu'il eût rejoint le maquis début avril 1956 (il avait alors 25 ans) en compagnie de 35 étudiants de la Wilaya IV historique. En dépit du fait qu'aucune question ne lui était posée, il commence par évoquer nombre de ses compagnons au maquis à cette époque-là, à l'image de Dr Ahmed Mesraoui, Abderrahmane Bellouni, Mustapha Yaâgoubi et El Baghdadhi Hchaïchi. "En 1956, nous avions mis en place la première cellule du FLN à Khémis Miliana", se remémore-t-il,

mettant en exergue l'importance accordée par les dirigeants d'alors à l'élément instruit. Dans le regard du Moudjahid et de l'homme affable, il était aisé de deviner l'inébranlable volonté de contribuer à emmener l'Algérie à "bon port" et d'unifier les rangs de ses enfants. "Il ne faut pas être un grand clerc pour dire que notre pays est visé à cause de ses richesses, son passé mais également ses positions", a soutenu ce Moudjahid comptant sept martyrs au sein de sa famille, non sans appeler les enfants du pays, particulièrement les jeunes, à faire preuve de "vigilance" afin, dit-il de "déjouer toute velléité de nuisance interne et externe". Evoquant les élections législatives de ce samedi, il a noté qu'elles constituent une opportunité "inouïe" d'asseoir la volonté du peuple dès lors que le citoyen a toute la latitude à jeter son dévolu sur le candidat qui lui semble le plus à même de le représenter à l'APN et à prendre en charge ses doléances. "Depuis 1962, j'ai pris part à des dizaines de scrutins, mais, cette

fois-ci, je sens que les choses ne se présentent vraiment pas comme par le passé, compte tenu de la volonté affichée par le pouvoir pour assurer la transparence des élections et la protection des voix des citoyens", a-t-il fait savoir. Il a toutefois reconnu que la désaffection des citoyens pour la chose politique "résulte de certaines pratiques ayant terni l'image de marque des institutions", se félicitant de la volonté de barrer la route à l'argent sale dans tout processus électoral. Selon lui, "aucun gouvernement n'a fait ce que l'actuel exécutif a accompli en direction des citoyens", notant que ce résultat est d'autant plus méritoire qu'il est intervenu dans un contexte particulièrement "hostile" à cause de la pandémie d Covid-19 et pour bien d'autres raisons. "Le gouvernement s'est démené comme il le pouvait, l'essentiel pour lui était de subvenir aux besoins de citoyens désormais de plus en plus exigeants", a-t-il tenu à dire. "Mon tort c'est d'aimer mon pays que je servirai jusqu'à mon dernier soupir", a-t-il insisté.

AÏN TEMOUCHENT:

Voter pour répondre à "l'appel de la patrie"

Bravant son handicap physique en se rendant samedi aux urnes pour les législatives, "Hadja" Zineb d'Aïn-Temouchent qualifie le vote "d'appel patriotique" auquel il faut répondre par "fidélité aux chouchada pour participer à la construction de l'Algérie". Sur son fauteuil roulant, cette octogénaire a quitté son domicile à destination du centre de vote "Cherifi Mohamed" au chef-lieu de la wilaya, animée par l'espoir que "l'avenir de l'Algérie sera brillant", considérant que les élections "sont un appel patriotique auquel il faut répondre pour préserver le legs des chouchada et participer à la construction de l'Algérie". "Le vote est un rendez-vous pour renouveler le lien avec notre patrie l'Algérie qui a besoin de nous tous et il faut donc répondre à son appel et choisir les



meilleurs des candidats pour leur confier la mission de transmettre les préoccupations des citoyens et défendre l'intérêt général durant le nouveau mandat législatif", a-t-elle déclaré fièrement. Pour "Hadja" Zineb, l'optimisme est de rigueur.

"Ces élections marqueront un démarrage pour l'édification de l'Algérie nouvelle", a-t-elle dit, appelant tous les Algériens, notamment les jeunes, "à s'unir autour de l'intérêt de l'Algérie et en faire une priorité avant toute chose".

BECHAR :

Prévention routière

Entre excès de vitesse et non-respect du code de la route, entraînant souvent des accidents parfois meurtriers, et poursuivant sa stratégie de sensibilisation en matière de prévention routière, la sûreté de wilaya de Béchar, en étroite collaboration avec la Protection civile, vient d'organiser une journée de sensibilisation «portes ouvertes» sur les risques des accidents de la circulation, leurs causes essentielles et les moyens d'y contrecarrer. Le public aura ainsi été convié à prendre connaissance, à l'intérieur d'une tente érigée au centre même de la place de la République, des différents services de police (technique, scientifique et investigations) qui interviennent dans la prévention routière et les accidents de la route, aux côtés de la Protection civile, habilitée à réaliser les premiers soins et les évacuations d'urgence. Communications des moyens logistiques, démonstrations, exposition de photos, statistiques... autant d'informations et de conseils prodigués à l'égard des utilisateurs de la route, pour une meilleure illustration et une prise de conscience des risques d'un non-respect du code de la route, des excès de vitesse et bien d'autres erreurs de conduite, dont les conséquences, d'ordre humain ou matériel, peuvent affecter aussi bien les automobilistes que les piétons.

MILA :

Retrait du nom d'un candidat sur une liste indépendante suite à "une condamnation pénale"

Le chargé de communication de la délégation, Ahmed Lekhal, a précisé que la décision de retirer la candidature à cette personne qui occupait le poste de président de l'Assemblée populaire de la commune d'Oued El Athmania est intervenue après consultation de l'ANIE qui a ainsi statué "après confirmation de sa sanction pour son implication dans une affaire

d'argent sale, conformément à la loi relative aux élections". Selon la même source, le retrait du nom de ce candidat a été effectué sans qu'il soit remplacé. Dans les bureaux de vote, le bulletin concernant la liste indépendante dans laquelle il figurait, comporte les noms et photos de neuf candidats au lieu de 10 initialement.

TOUGGOURT : Réception prochaine de deux stades de football de 5.000 places

Deux stades de football de 5.000 places seront réceptionnés prochainement dans la wilaya de Tougourt pour promouvoir la pratique sportive dans la région, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Implantées dans les communes de Témacine et Mégarine, ces deux stades sont à un taux d'avancement de 98%, et il ne reste qu'à réaliser les aménagements extérieurs et leur raccordement au réseau d'assainissement, a précisé la directrice de la jeunesse et des sports, Tounes Ghodbane. La même responsable a fait part aussi du déblocage d'une enveloppe financière conséquente pour la réa-

lisation d'autres installations sportives, dont deux aires de jeux dans les communes de Zouaïa El-Abidia et Blidet Amor. Il s'agit également de l'équipement d'un stade de football à Tougourt d'un tableau électronique, le revêtement des stades de Bennacer (daira de Taïbet) et d'El-Alia (daira d'El-Hedjira) d'une pelouse synthétique, la réhabilitation du terrain du stade de la commune de Nezla, appelé à être revêtu en gazon artificiel, a-t-elle ajouté. Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tougourt compte 14 stades de football et de nombreuses aires de jeux de proximité réparties à travers ses 13 communes.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

-Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.

-Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.

Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :

www.infofilo63@gmail.com

L'Algérie célèbre la Journée mondiale du donneur de sang

L'Algérie célébrera lundi la Journée mondiale des donneurs de sang, en partenariat avec la représentation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sous le slogan: "Donnez votre sang pour faire battre le cœur du monde", a annoncé dimanche l'Agence nationale du sang (ANS).

A cette occasion, plusieurs manifestations seront organisées à travers le territoire national pour la promotion du don de sang à travers, indique un communiqué de l'ANS, précisant que des journées de sensibilisation et des conférences de presse sont prévues durant toute la semaine, outre l'organisation de diverses collectes. Sous le haut patronage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ces actions ont été initiées par l'ANS en partenariat avec la représentation de l'OMS en Algérie et en coordination, entre autres, avec les Directions de la Santé et de la Population à travers les structures de transfusion sanguine, la Fédération algérienne des donneurs de sang, le mouvement associatif. Plusieurs participants seront impliqués de façon "étroite", dans cette initiative, à l'instar du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à travers le prêche du vendredi 18 juin, le lancement par la Direction générale de la sûreté nationale de la deuxième campagne nationale de collecte de sang



du 14 au 16 juin au titre de l'année 2021, ainsi que la participation d'autres partenaires. En outre, des cérémonies honorifiques seront organisées à travers le pays et notamment le 14 juin au niveau du

siège de l'ANS, au profit des différents partenaires et du mouvement associatif, dont la "mobilisation durant la crise sanitaire provoquée par le coronavirus (Covid-19), a permis de poursuivre les collectes, et leurs

efforts consentis soulignent leur rôle crucial pour garantir un approvisionnement durable des services de soins", relève la même source. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, et en dépit des restrictions

de mobilité et d'autres difficultés, les donneurs de sang "ont continué à donner du sang et des produits sanguins au profit des patients nécessitant une transfusion", note l'ANS, ajoutant que la mobilisation des donneurs de sang et la coordination nationale avec les services de transfusion sanguine ont permis "d'assurer un approvisionnement en sang sûr et suffisant ainsi que l'accès au sang pour ceux qui en ont besoin". Le slogan de l'OMS, retenu pour cette 18ème édition, "Donnez votre sang pour faire battre le cœur du monde", met en avant "la contribution essentielle des donneurs de sang qui permettent que le cœur du monde continue de battre en sauvant des vies et en améliorant l'état de santé des patients". "Il relance l'appel mondial de sensibilisation au besoin universel de produits sanguins pour que davantage de personnes donnent leur sang régulièrement partout dans le monde pour répondre à la demande sans cesse croissante et contribuer ainsi à une meilleure santé", ajoute le communiqué.

AMELIORER LES SERVICES DES URGENCES MEDICALES : Création des réseaux de prise en charge hiérarchique des urgences

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a appelé lundi à Alger à poursuivre les efforts visant à améliorer les services des urgences médicales, notamment dans les établissements de proximité, et à offrir un service de santé "de qualité". Présidant l'ouverture d'une Journée d'études consacrée à l'adoption du réseau de prise en charge des urgences dans la wilaya d'Alger, M. Benbouzid a précisé que le dossier des urgences médicochirurgicales "revêt une importance majeure" dans la démarche visant à développer le système national de santé. Le ministre a, à ce titre, insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts visant à développer les services des urgences au niveau des établissements hospitaliers de proximité qui sont la première interface vers laquelle se tournent les malades. M. Benbouzid a, dans ce cadre, fait état du lancement de la réhabilitation des services des urgences au niveau des établissements de santé et de l'organisation et de la coordination de la prise en charge des patients à tous les niveaux: les polycliniques (premier niveau), les établissements hospitaliers (deuxième niveau) et les établissements hospitaliers universitaires (troisième niveau). Le ministre a également fait savoir que le

développement du projet de prise en charge des urgences à titre pilote au niveau de la wilaya d'Alger avec la participation de différents professionnels du secteur sera généralisé à l'ensemble du territoire national, invitant les directeurs des établissements de santé à "développer des programmes locaux intégrés et complémentaires en veillant à mettre en place des réseaux assurant la coordination entre les établissements de santé. M. Benbouzid a insisté sur l'impératif de "développer le réseau complémentaire des urgences médico-chirurgicales au niveau de la wilaya, de manière à assurer la prise en charge de tous les cas dans un cadre organisé et hiérarchique, à même de garantir les conditions de régularité et de confort, avec mise en place de mécanismes de coordination avec les wilayas limitrophes, en vue d'un emploi maximal des ressources disponibles en matière des urgences et de la prise en charge spécialisée". Par ailleurs, le Premier responsable du secteur a affirmé que l'épidémie de la Covid-19, a eu "un grand impact sur la planification qui a été mise en place dans le cadre de l'organisation des urgences", ajoutant qu'"en dépit du retard enregistré, il n'empêche que des réalisations ont été accomplies au niveau de la wilaya d'Alger, en ce qui concerne

la détermination de cliniques de référence qui travaillent 24h/24 et qui ont bénéficié de la réhabilitation, en vue d'améliorer le niveau de performance". A l'occasion, le ministre a affirmé que le développement du secteur de la santé "impose de poursuivre les efforts, en vue de consacrer et d'appuyer le changement, à l'effet d'améliorer les prestations sanitaires, de manière durable conformément aux objectifs tracés par l'Etat et auxquels d'importantes ressources financières ont été affectées, en vue de la modernisation des infrastructures de la santé et de leur dotation en tous les équipements indispensables à la satisfaction des aspirations du citoyen qui n'attend du secteur, que l'accès à des prestations de qualité, avec des conditions d'accueil et de prise en charge meilleures". Selon le ministre, la politique suivie par le Gouvernement en matière de santé, repose sur "les mesures stipulées par la Loi n 18-11 du 2 juillet 2018, relative à la Santé et qui vise particulièrement à "organiser le travail des structures sanitaires et des services des urgences et ce, à travers l'unification des structures des urgences, la création des réseaux de prise en charge hiérarchique des urgences, en sus du renforcement des points des urgences de proximité et l'organisation de équipes de SAMU".

CORONAVIRUS /LUNDI: 318 nouveaux cas, 232 guérisons et 6 décès



Trois cent dix huit (318) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 232 guérisons et 6 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé dimanche le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué. Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 133.338, dont 318 nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.571 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 92.852 cas, précise le communiqué. Par ail-

leurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 17 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont connu moins de dix cas et 14 wilayas ont enregistré plus de dix cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

LUTTE CONTRE LE SIDA DANS LE MONDE : Des "mesures d'urgence transformatrices" arrêtées

Les Etats membres des Nations-Unies viennent d'adopter une Déclaration politique dans laquelle ils s'engagent à "mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le VIH Sida" d'ici à l'horizon 2030 et ce, à travers des "mesures d'urgence transformatrices" visant à réduire le nombre des infections et de décès dus au virus dans le monde, indique un communiqué d'ONU-Sida Algérie. Réunis du 8 au 10 juin courant, à l'occasion de la 75ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que les représentants d'Etats et de Gouvernements ont, ainsi, convenu de "mettre le monde sur la voie de l'élimination du Sida en tant que menace pour la santé publique, d'ici 2030" et ce, à travers "des mesures d'urgence transformatrices", lit-on dans ladite Déclaration. Les auteurs de ce texte ont arrêté la courte échéance des "cinq prochaines années" pour agir "en urgence" et ce, dans le cadre d'une "riposte au VIH coordonnée à l'échelle mondiale, fondée sur la solidarité internationale et le partage des responsabilités, afin d'honorer pleinement les engagements pris dans la présente déclaration". Il s'agit, plus concrètement, d'"œuvrer au plus vite à la mise au point d'un vaccin contre le VIH et d'un traitement permettant d'en guérir, sachant que la réalisation de ces engagements permettra de réduire le nombre

annuel de nouvelles infections par le VIH à moins de 370.000 et celui de décès à moins de 250.000 d'ici à 2025. Pour ce faire, il a été décidé de "mettre fin aux inégalités sociales, économiques, raciales et aux inégalités entre les genres, aux lois, politiques et pratiques restrictives et discriminatoires, à la stigmatisation et aux formes multiples et croisées de discrimination, notamment celles fondées sur la séropositivité, ainsi qu'aux violations des droits humains qui perpétuent l'épidémie mondiale de sida". Les Etats réunis lors de cette session se sont, en outre, dits "déterminés à jouer un rôle de premier plan et à collaborer dans le cadre de la coopération internationale, d'un multilatéralisme revigoré et d'une forte participation communautaire, afin d'intensifier de toute urgence les actions collective nationale, régionale et mondiale pour mettre en place un programme complet de prévention, de traitement, de soin et de soutien". Un programme également destiné à "accroître les investissements dans la recherche, le développement, la science et les innovations dans le but de bâtir un monde plus sain pour tous, et de tirer parti de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable", tout en veillant à ce que "personne ne soit laissé pour compte", en ciblant, en priorité, les groupes les moins bien desservis", est-il souligné. Un en-

gagement a également été pris pour "reconstituer en mieux, de manière plus équitable et plus inclusive, dans le contexte du relèvement de la pandémie de la Covid-19 et de son incidence sur l'épidémie mondiale de sida, ainsi qu'à renforcer la résilience face aux futures pandémies et aux autres défis mondiaux en matière de santé et de développement". Ceci en sus de "continuer à tirer parti des investissements et de l'expérience acquise dans la riposte au VIH pour améliorer davantage la santé publique et renforcer les systèmes de santé". Déplorant que plus de 75 millions de personnes aient été infectées par le VIH et que plus de 32 millions de personnes soient décédées de maladies liées au sida depuis le début de l'épidémie mondiale, les Etats et Gouvernements ont exprimé leurs "grave préoccupation et regret quant au fait que la communauté internationale n'ait pas atteint les objectifs fixés pour 2020 dans la Déclaration politique sur le VIH et le sida de 2016". Ceci, en dépit de la disponibilité "des connaissances et des outils" permettant de prévenir toute nouvelle infection et d'empêcher tout décès", relèvent-ils, tout en soulignant, par ailleurs, leur volonté d'"accélérer les progrès" vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'objectif 3, relatif à la bonne santé et au bien-être.

RUSSIE : Le maire de Moscou décrète une semaine chômée

Le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a décrété samedi une semaine chômée pour endiguer la propagation de nouveau coronavirus dans la capitale russe, face à une hausse drastique des cas de contaminations. "Cette dernière semaine, la situation avec la propagation du coronavirus s'est nettement détériorée, le nombre de nouvelles contaminations ayant atteint les pics de l'année dernière", a déclaré M. Sobianine dans un communiqué, repris par des médias. Moscou a enregistré samedi 6.701 nouveaux cas de Covid-19, un record pour la capitale russe depuis décembre dernier. "On ne peut pas ne pas réagir à cette situation", a souligné M. Sobianine. "Pour arrêter la hausse

de l'incidence et préserver la vie des gens, j'ai signé un décret" prévoyant "une semaine chômée du 12 au 20 juin", a-t-il indiqué. Le maire de Moscou a également ordonné la fermeture des aires de jeux pour les enfants dans les centres commerciaux et les parcs jusqu'au 20 juin. Il a également appelé les employeurs à privilégier le télétravail pour les employés qui ne se sont pas fait vacciner contre la Covid-19 et interdit aux restaurants de la capitale de servir les clients entre 23h00 et 06h00. La Russie a enregistré samedi 13.510 nouveaux cas de nouveau coronavirus et 399 décès, le nombre total des cas recensés dans le pays ayant atteint 5.193.964, dont 126.073 décès.

ÉPILEPSIE :

Les symptômes, le diagnostic et les traitements

L'épilepsie n'est pas une maladie rare : en France, environ 600 000 personnes sont atteintes par cette maladie neurologique cérébrale, dont environ 50 % de jeunes âgés de moins de 20 ans.

Épilepsie :

de quoi s'agit-il exactement ?

Premier truc à savoir : il n'existe pas une épilepsie, mais plusieurs. Le mot «épilepsie» désigne en effet un groupe de maladies qui ont un point commun principal : elles se caractérisent par des crises résultant d'une activité électrique anormale au niveau du cerveau – on peut comparer ce phénomène à un «coup de tonnerre» à l'échelle cérébrale. D'ailleurs, en grec, le mot «epilambanien» (qui a donné «épilepsie») signifie «saisir ou attaquer par surprise». Les experts estiment ainsi que, dans la grande famille de l'épilepsie, il y a environ 50 «syndromes épileptiques» qui varient en fonction de l'âge du patient, de leurs causes et de leurs symptômes. Épilepsie : qui ça concerne ? «L'épilepsie est une maladie qui peut survenir à tous les âges de la vie» explique le Dr. Nathalie De Grissac Moriez, neurologue. Cette pathologie neurologique cérébrale est toutefois plus fréquente chez les enfants et chez les personnes âgées.

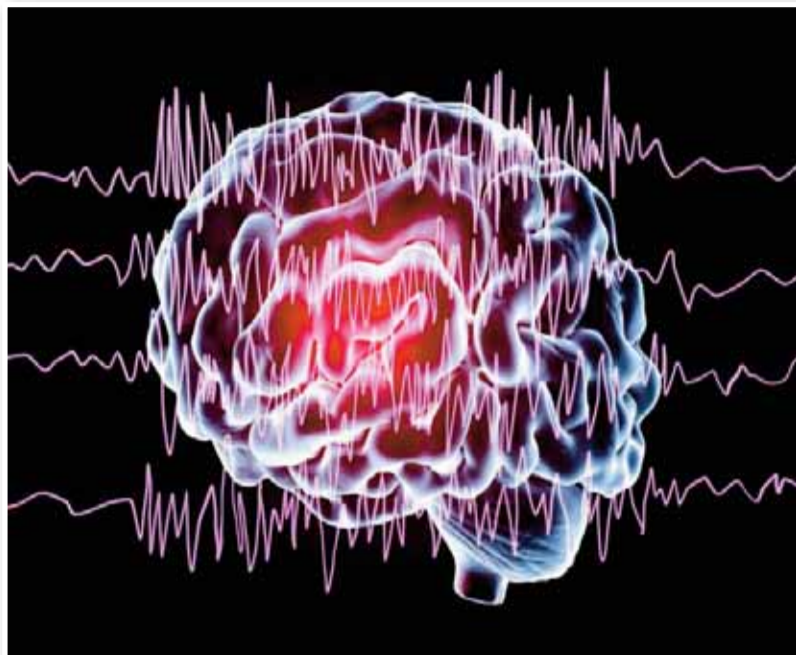
Quelles sont les causes de l'épilepsie ?

Si, dans certains cas, il est impossible d'identifier l'origine de la maladie épileptique, certaines causes ont été identifiées par la Science : Les lésions cérébrales acquises : il est ainsi possible de développer une épilepsie après un traumatisme crânien ou un accident vasculaire cérébral (AVC). Une anomalie de développement : une malformation du fœtus durant la grossesse peut ainsi aboutir à une épilepsie chez l'enfant. Un terrain génétique : comme la migraine ou l'asthme, l'épilepsie peut avoir une composante génétique qui se transmet de façon héréditaire. Une maladie immunologique, métabolique ou encore infectieuse : une encéphalite (d'origine virale, par exemple) peut être à l'origine d'une épilepsie.

Épilepsie :

quels sont les symptômes ?

On l'a dit : la maladie épileptique se caractérise par des crises qui surviennent en raison d'une activité électrique anormale au niveau de certaines populations de neurones du cerveau. Du côté des symptômes, on distingue donc les symptômes des crises épileptiques mais aussi les comorbidités, c'est-à-dire les symptômes de la maladie



qui se manifestent en-dehors des crises. Au-delà du «cliché» de la crise d'épilepsie (avec les convulsions etc.), une crise épileptique peut se traduire par des symptômes quasi-invisibles : Une «absence». En langage médical, on parle de «rupture de contact». Cette «absence» du patient peut durer de quelques secondes à quelques minutes. Des tremblements, Des mouvements involontaires : «il peut être question de mâchonnements, de claquements de doigts...» souligne le Dr. De Grissac Moriez. Des hallucinations auditives et/ou visuelles, Une rigidité musculaire anormale,

De la confusion...

À savoir. «L'épilepsie se définit par la répétition de crises spontanées, c'est-à-dire sans cause réelle identifiée, explique le Dr. De Grissac Moriez. Faire une crise d'épilepsie au cours de sa vie, avec une cause identifiable (le stress, une émotion forte...) ce n'est pas de l'épilepsie : on estime d'ailleurs que 10 % de la population mondiale sera un jour concernée.» Le fait que la crise d'épilepsie soit spontanée rend la maladie épileptique particulièrement difficile à vivre : les patients ont souvent la sensation d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête, ajoute la neurologue. Les crises peuvent survenir durant la nuit ; elles durent généralement moins de 3 minutes.» Du côté des comorbidités, ces symptômes de la maladie qui sont aussi présents en-dehors des crises, on peut citer

- Une anxiété pathologique,
- Des troubles dépressifs,

Une perte de fluidité dans le fonctionnement intellectuel : «ça ne signifie absolument pas que les épileptiques sont moins intelligents que la moyenne, mais qu'ils ont besoin de davantage de temps pour raisonner» précise la spécialiste. Éventuellement une atteinte au niveau de la mémoire et/ou du langage. «Les comorbidités de la maladie épileptique sont parfois plus handicapantes que les crises elles-mêmes, note la neurologue. Par ailleurs, on sait aujourd'hui que ces comorbidités ne se développent pas en réaction à la maladie : elles en constituent des symptômes à part entière.»

Épilepsie :

comment se fait le diagnostic ?

L'examen de référence pour diagnostiquer la maladie épileptique, c'est l'électroencéphalogramme (EEG) : il est réalisé par le médecin neurologue. «L'EEG n'est toutefois pas suffisant : d'ailleurs, en cas d'épilepsie, il est parfois normal» souligne le Dr. De Grissac Moriez. En parallèle, l'interrogatoire du patient et du/des témoin(s) des crises est «précieux». «La tomographie par émission de positrons (TEP-scan ou PET-scan), l'analyse génétique ainsi que l'IRM cérébrale permettent d'affiner le diagnostic en déterminant de quel type d'épilepsie il est question» ajoute la spécialiste. La France accuse toutefois un important retard au niveau du diagnostic de la maladie épi-

leptique : selon l'association Épilepsie France, moins de 10 % des patients épileptiques bénéficient d'un suivi par un neurologue ; il n'y a d'ailleurs que 2500 neurologues en activité en France.

Quels traitements pour les patients épileptiques ?

Traitement. Dans la majorité des cas, le traitement de l'épilepsie est médicamenteux. «Dans environ 70 % des cas, les médicaments parviennent à équilibrer la maladie, c'est-à-dire à contrôler la survenue des crises» remarque la neurologue. Il existe de nombreux médicaments anti-épileptiques : «le choix se fait en fonction de l'âge du patient, du type d'épilepsie, de la tolérance vis-à-vis des effets secondaires...» À savoir. «Chez l'enfant, le traitement n'est pas toujours nécessaire car la maladie peut disparaître avec l'âge» précise le Dr. De Grissac Moriez. Ainsi, l'épilepsie-absence est une des formes les plus fréquentes de la maladie chez l'enfant : elle apparaît vers 5-7 ans et son évolution est généralement bénigne puisqu'elle disparaît souvent vers l'adolescence. En cas d'épilepsie pharmaco-résistante (c'est-à-dire : qui résiste aux médicaments anti-épileptiques), la chirurgie est une possibilité : «il s'agit de retirer la région cérébrale qui est à l'origine des décharges électriques, explique la neurologue. C'est une solution qui concerne une petite minorité de patients et qui représente une véritable opportunité.»

Épilepsie :

comment vit-on avec cette maladie neurologique ?

«Il reste beaucoup de préjugés négatifs au sujet de l'épilepsie et les patients épileptiques sont régulièrement confrontés au regard des autres, regrette le Dr. De Grissac Moriez. Des études scandinaves ont ainsi montré que les épileptiques étaient plus à risque d'isolement social et professionnel.» Pourtant, dans la majorité des cas (60 % à 70 %), grâce aux médicaments, l'épilepsie peut être contrôlée et les patients peuvent mener une vie quasi-normale : aller à l'école, travailler, conduire, voir des amis... «Un suivi psychologique est vraiment essentiel pour lutter contre le décrochage scolaire, la honte ou même le risque suicidaire.» «Pour les enfants atteints d'épilepsie, il existe des établissements spécialisés comme l'ITEP Toul Ar C'hoat (Finistère) : les enfants (de 6 ans à 20 ans) sont pris en charge de façon globale par une équipe de 65 professionnels, ils apprennent à accepter la maladie, à repérer leurs forces et à bâtir leur estime de soi malgré la pathologie.»

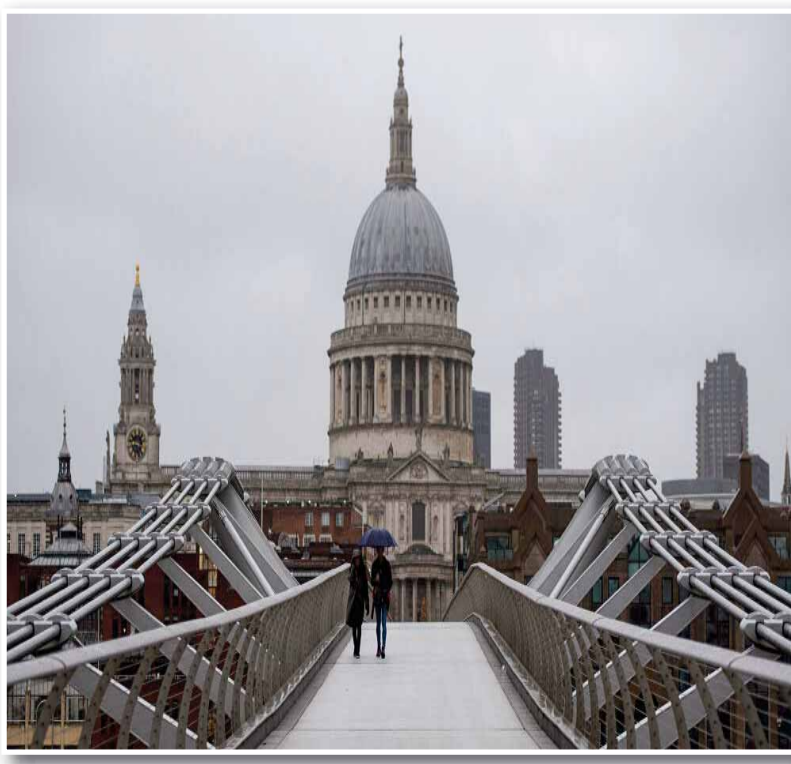
Vers le report de l'ultime étape du déconfinement au Royaume-Uni

Le Premier ministre britannique Boris Johnson devrait annoncer lundi le report de l'ultime étape du déconfinement, initialement prévue le 21 juin, du fait des craintes liées à la propagation rapide du variant Delta du coronavirus, recensé en premier lieu en Inde. Dans une feuille de route présentée en février par le dirigeant britannique, le gouvernement avait indiqué que l'ensemble des restrictions en vigueur face à la crise sanitaire seraient levées «au plus tôt» le 21 juin, avec la réouverture complète des pubs, boîtes de nuit et autres lieux sociaux. Mais la recrudescence des nouveaux cas d'infection, provoquée par le variant Delta considéré comme 60% plus contagieux que le variant Alpha apparu en premier lieu en Grande-Bretagne, laisse craindre une nouvelle vague de l'épidémie. Boris Johnson, qui a répété son inquiétude ces dernières semaines, a refusé d'écarter des indications de la presse britannique selon laquelle la fin du confinement pourrait être reportée d'un mois. S'exprimant devant les journalistes à l'issue du

sommet du G7 dimanche, le Premier ministre britannique a indiqué que le gouvernement «continue de regarder les données». «Aucune décision finale n'a été prise et le bon moment pour informer tout le monde de ce qu'on va faire [...] est demain», a-t-il poursuivi.

Chiffres de la pandémie

La Grande-Bretagne a enregistré dimanche 7.490 nouveaux cas de contamination et 8 décès, avec un nombre d'infections en hausse de près de 50% sur une semaine. Le gouvernement avait prévenu par le passé que tout assouplissement des mesures sanitaires serait irréversible, suggérant que chaque étape du déconfinement serait engagée avec la plus grande prudence. Cette incertitude sur la levée des ultimes restrictions plane alors même que la Grande-Bretagne a mis en œuvre l'une des plus rapides campagnes de vaccination au monde, avec plus de 41 millions de personnes ayant déjà reçu une dose de vaccin. Près de 30 millions de personnes, soit environ 56% de la population adulte britannique, ont reçu les deux doses.



LE POINT SUR LE CORONAVIRUS :

Près de 30 millions de primo-vaccinés en France, Moscou s'inquiète...

Le maire de Moscou s'est inquiété vendredi d'une nouvelle envolée des cas de Covid-19 dans la capitale russe, la plus importante depuis janvier, avec des malades plus durs à soigner sur fond de campagne de vaccination poussive. «Nous voyons à quel point le Covid-19 est agressif et que la gravité des cas ne baisse pas. Au contraire, elle empire», a affirmé Sergueï Sobianine sur la chaîne publique Rossia-1. «Il y a un assez grand nombre de Moscovites en réanimation sous respirateur artificiel. Le danger est réel, il est élevé», a-t-il ajouté. Alors que la mairie se préparait à un nouveau pic épidémique en avril-mai, celui-ci s'est déplacé «vers juin et juillet», a poursuivi M. Sobianine. D'après les chiffres officiels, Moscou a recensé vendredi 5.853 nouveaux cas de coronavirus, un record depuis le 14 janvier. En tout, la Russie a officiellement enregistré 12.505 nouveaux cas, portant le total à plus de 5,1 millions.

Situation en France

La pression sur l'hôpital continue de décroître, le nombre de personnes hospitalisées pour Covid-19 repassant sous la barre des 13.000, au plus bas depuis fin octobre, selon les données publiées vendredi par Santé publique France. L'agence sanitaire recensait 12.712 personnes hospitalisées contre 13.090 la veille, avec 313 admissions sur les dernières 24 heures. Le nombre des personnes actuellement en soins critiques, qui traitent les cas les plus graves, est de 2.163 contre 2.245 patients jeudi. 66 personnes ont été admises dans ces services en 24 heures. L'épidémie a causé la mort de 69 personnes à l'hôpital au cours des dernières 24 heures, portant le nombre de décès depuis le début de l'épidémie en mars 2020 à 83.910 à l'hôpital et plus de 110.300 au total. L'amélioration de la situation est notamment due à l'accélération de la vaccination. Depuis le début de la campagne de vaccination en France, 29.831.488 personnes ont reçu au moins une injection et 13.722.706 personnes ont reçu deux injections. Cela représente respectivement 56,8% et 26,1% de la population majeure. «l'objectif du gouvernement de 30 millions de primo-vaccinés (57% de la population adulte) devrait donc être atteint avant la date butoir du 15 juin. 15.405.347 de personnes ont un schéma vaccinal complet, précise le ministère de la Santé. Deux cas à bord d'une des premières croisières en Amérique du Nord depuis la pandémie.

Deux individus ont été testés positifs au Covid-19 jeudi à bord du Celebrity Millennium, un des premiers bateaux de croisière à voguer en Amérique du Nord depuis le début de la pandémie, et ce, malgré «un équipage et des passagers vaccinés», a annoncé le croisiériste Royal Caribbean dans un communiqué. A lire aussi : Covid : le niveau de vaccination en Europe «loin d'être suffisant» pour éviter une résurgence

Le G7 va s'engager à distribuer un milliard de vaccins aux pays pauvres

Les dirigeants du G7 vont s'engager à distribuer un milliard de doses de vaccins anti-Covid aux pays pauvres lors de leur sommet qui se tient de vendredi à dimanche, a annoncé jeudi le Royaume-Uni, qui assure la présidence tournante du groupe. L'objectif est de «mettre fin à la pandémie» en 2022, a indiqué Downing Street, précisant que Londres donnerait 100 millions de doses excédentaires grâce à l'avancée de son programme de vaccination. Les Etats-Unis se sont de leur côté déjà engagés à fournir 500 millions de vaccins, qui sont comptés dans le milliard de doses du

La Sûreté nationale participe à une campagne de don de sang



Le personnel de la Sûreté nationale participera, à compter de lundi, à la campagne de don de sang organisée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à travers toutes les structures relevant de ce corps. Cette campagne, qui coïncide avec la célébration de la Journée mondiale du donneur de sang, le 14 juin de chaque année, intervient en coordination avec l'Agence nationale de sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), a précisé le communiqué de la DGSN. Pour ce faire, la DGSN a mobilisé «toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour la réussite de cette opération au niveau de toutes les structures et commissariats de police». Dans le cadre du plan de communication de la DGSN, la même source a fait état de l'organisation, le 25 octobre 2021, d'une autre campagne nationale au titre de la célébration de la Journée nationale du don de sang.

EXAMEN DU BEM :

La Gendarmerie nationale met en place un dispositif sécuritaire spécial

La Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire spécial à travers l'ensemble du territoire national pour sécuriser les périmètres des établissements scolaires situés dans son territoire de compétence où se dérouleront, à partir de mardi (15 juin), les épreuves de l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), a indiqué dimanche un communiqué de ce corps de sécurité. «Le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un dispositif sécuritaire spécial à travers l'ensemble du territoire national pour sécuriser les périmètres de tous les établissements scolaires situés dans son territoire de compétence où se dérouleront, à partir du 15 juin 2021, les épreuves de l'examen du BEM»,

et ce, à travers «le déploiement de brigades fixes et mobiles et l'intensification des patrouilles de contrôle pour fluidifier la circulation, notamment au niveau des axes menant aux centres d'examen», a précisé la même source. Des brigades de protection des mineurs seront également mobilisées à proximité des centres d'examen pour accompagner et sensibiliser les candidats dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle induite par la pandémie de Covid-19 qui exige l'application du protocole sanitaire mis en place par les pouvoirs publics, a ajouté le communiqué. A cette occasion, le Commandement de la Gendarmerie nationale a adressé ses vœux de succès à tous les candidats, rappelant qu'elle met à leur disposition tous ses moyens de



communication (numéro vert 1055, page Facebook «Tariki» et site de pré-plaintes «ppgn.mdn.dz») pour

faire un signalement, demander un renseignement ou solliciter de l'assistance.

ALGER:

3400 affaires élucidées et 3799 suspects arrêtés en mai dernier



Les services de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Alger ont traité plus de 3400 affaires et arrêté 3799 suspects traduits devant les juridictions compé-

tentes, a indiqué ce corps constitué dans un communiqué. Les éléments de la police judiciaire, précise la même source, ont traité 3412 affaires ayant entraîné

l'arrestation de 3799 mis en cause déferés devant les instances judiciaires compétentes, dont 1921 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 258 pour port d'armes prohibées et 1878 pour divers délits. Parmi les affaires traitées, 274 affaires ont trait à des atteintes aux biens, 775 à des atteintes aux personnes, 20 à des délits et crimes contre la famille et d'atteintes aux bonnes mœurs, 464 affaires relatives aux biens publics, 07 affaires à caractère économique et financier et 11 affaires relatives à la cybercriminalité. Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 248 affaires impliquant 258 individus présentés devant les instances judiciaires compétentes, dont 14 individus ont été placés sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 1.861 affaires impliquant 1.921 personnes ont été traitées, avec la saisie de 11,161 kg de résine de cannabis, 24.627 comprimés psychotropes, 2,22 grammes de cocaïne, 2,34 grammes d'héroïne, 0,01 gramme d'opium et 28

flacons de produit psychotrope. En ce qui concerne les activités de la police générale et de la réglementation, les forces de police ont mené, durant la même période, 9.842 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé à l'exécution de 20 décisions de fermetures ordonnées par les autorités compétentes. A propos de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 8.922 infractions au code de la route qui ont nécessité le retrait immédiat de 2.775 permis de conduire, et 61 accidents de la route ayant entraîné 58 blessés et 7 morts, dont la cause principale demeure le non respect du code de la route. Lesdits services ont aussi mené 252 opérations de maintien de l'ordre. Les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont également enregistré, à la même période, 52.647 appels sur le numéro vert 15-48 et le numéro de police secours 17, et 810 appels sur le numéro 104, qui restent à la disposition des citoyens

Un travail en cours pour améliorer les conditions socioprofessionnelles des Imams

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs s'emploie pour l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des Imams et des agents religieux, notamment par la révision du montant des primes et des promotions, a affirmé jeudi à Alger le ministre du Secteur, Youcef Belmehdi. S'exprimant lors d'une plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, le ministre a fait état d'un «travail en cours» pour l'amélioration de la situation de cette catégorie, à travers la révision des promotions et des primes, rappelant l'importance de

cette catégorie qui est au service des mosquées et veille à l'encadrement de la vie spirituelle des Algériens et à la préservation de leur référent religieux et la sécurité nationale de notre pays. Il a par ailleurs indiqué que l'injustice dont souffrent les personnels des affaires religieuses frappe plusieurs corps d'autres secteurs, en raison, a-t-il dit, de «la gestion administrative héritée des années précédentes». En réponse à une question sur l'absence d'un Institut de formation des cadres des affaires religieuses dans la wilaya d'Adrar, le ministre a rappelé que l'Algérie compte ac-

tuellement 13 instituts, relevant l'importance que revêtent ces instituts qui agissent comme garant d'une formation religieuse fondée sur le référent religieux national et servent de soupape de sécurité contre toute forme de radicalisme et d'extrémisme. Il a dans ce sens imputé la non réalisation de tels instituts à Adrar à la crise financière que traverse le pays, et qui a entraîné le gel de plusieurs projets dans beaucoup de secteurs en vue de rationaliser les dépenses. Au début de l'année prochaine, un nouvel institut de formation des corps spécialisés dans les affaires religieuses

entrera en service dans la région d'Ain Madi dans la wilaya de Laghouat. Cet institut, ajoute-t-il, accueillera près de 100 étudiants des pays africains, notamment du Sahel, en sus des étudiants algériens. Pour ce qui est de la conversion du centre culturel islamique d'Adrar en un institut de formation, le ministre a souligné que la conversion de sa spécialité est contraire à la loi et que sa mission est complémentaire aux écoles coraniques, d'autant plus qu'il relève administrativement du centre culturel islamique, sis à Alger.

Poursuite du recensement des zones d'ombre à l'échelle nationale

Le Chargé de mission à la présidence de la République, Brahim Merad, a indiqué lundi à Blida que l'opération de recensement des zones d'ombre, à travers différentes wilayas, se poursuivait, en application des instructions du président de la République. «A ce jour, nous avons recensé 15.044 zones d'ombre abritant huit millions d'âmes, et les opérations de recensement de ces zones d'ombre à travers la totalité des wilayas, se poursuit toujours», a déclaré Brahim Merad, en marge de l'inspection de projets de développement en cours de réalisation, au niveau d'un nombre de zones reculées de Blida. Il a signalé la tenue, après le parachèvement de cette opération de recensement, d'une «rencontre avec les représentants de la presse nationale pour les informer de toutes les nouveautés concernant ce dossier, dont le suivi est assuré par le président de la République en personne», a-t-il affirmé. S'agissant des critères fixés pour le classement de ces zones, le même responsable a soutenu que «toute région dénuée des moindres conditions de vie et accusant un manque en routes, en voies d'accès, et en matière de raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, et d'alimentation en eau potable (AEP) sera classée zone d'ombre», a-t-il fait savoir. Le Chargé de mission à la présidence de la République a, par ailleurs, souligné l'inscription de sa visite à Blida au titre de la série de visites effectuées, par lui, dans différentes wilayas, en vue de «prendre contact avec les populations de ces régions, écouter leurs doléances et les rassurer quant à la détermination de l'Etat à changer, au mieux, leurs conditions de vie», a-t-il indiqué. A l'entame de sa visite, M. Merad a suivi un exposé sur le premier bilan de la wilaya concernant la prise en charge des zones d'ombre à son niveau au nombre de 383, outre un exposé des projets programmés pour l'amélioration des conditions de vie des populations de ces zones. Il s'est, par la suite, rendu au niveau d'un nombre de ces zones, dans les communes de Blida, Ben Khelil et Boufarik.

COMPOTEMENT EXEMPLAIRE :

Un Algérien trouve et restitue 320 millions

Bien mal acquis ne profite jamais. Un citoyen algérien en est convaincu. Ce dernier a trouvé sur son chemin un sac rempli de billets et a décidé de restituer la somme entière à son propriétaire. L'histoire s'est déroulée dans les rues de la ville d'Oum El Bouaghi. Un homme a trouvé sur le chemin de son logement, un sac rempli d'une liasse de billets s'élevant à 320 millions de dinars. Souhaitant rester anonyme, l'homme s'est mis à la recherche de la personne qui a perdu ce magot. Au milieu des liasses, ce dernier a trouvé les documents portant un nom et une adresse dans la région des Aurès. Grâce à ces informations, le bonhomme a pu identifier et localiser le propriétaire de l'argent à qui il l'a rendu avec l'intégralité de la somme contenue dans ce sac. Son comportement exemplaire et sa droiture ont été d'autant plus loués puisqu'il a catégoriquement refusé d'être récompensé pour un acte qu'il juge relever de la décence humaine.

L'application Yuka condamnée pour «dénigrement» de la charcuterie



commerce «interdit à Yuca d'opérer un lien direct entre, d'une part la pétition «Interdiction des nitrites» ou tout appel à interdire l'ajout de nitrites ou de nitrates dans les produits de charcuterie, d'autre part les fiches de l'application Yuka relatives aux produits de charcuterie». Yuka a exprimé vendredi «son incompréhension» après la décision du tribunal et a décidé de faire appel. L'application «a toute confiance en la Cour d'appel de Paris devant laquelle le débat pour la santé et l'information des consommateurs se poursuivra», écrit-elle. Avec l'association de consommateurs Foodwatch et la Ligue contre le cancer, Yuka participe à une campagne demandant le retrait dans les charcuteries des nitrites de potassium E249, de sodium E250, et des nitrates de sodium E251 et de potassium E252. La pétition a recueilli près de 350 000 signatures, selon Yuka.

«Comment peut-on accuser des gens qui respectent la loi et les règlements d'être des empoisonneurs?»

En janvier, la FICT avait saisi la justice, considérant que les allégations relatives à ces additifs nitrités via Yuka portaient «injustement atteinte à l'image et à la réputation de la profession ainsi qu'aux produits de charcuterie-salaison». «Nous sommes satisfaits de cette décision de justice», a déclaré à l'AFP Bernard Vallat, président de la FICT qui regroupe 310 entreprises. «Comment peut-on accuser des gens qui respectent la loi et les règlements d'être des empoisonneurs?», dit-il, en rappelant que nitrites et nitrates permettent d'«éviter les proliférations microbiennes». Pour sa part, Julie Chapon, cofondatrice de Yuka, a fait valoir à l'AFP que la fédération avait été «débou-

tée de plusieurs demandes et notamment de la plus importante visant à modifier le système de notation de l'application et en particulier la notation des nitrites». Sur Yuka, les charcuteries obtiennent des notes très basses -voire des zéros-, à la fois en raison de leur profil nutritionnel mais aussi de l'ajout de ces additifs nitrités qui permettent une meilleure conservation des produits et donnent une couleur rose au jambon. En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé la viande transformée, notamment la charcuterie, comme cancérigène (catégorie 1). Elle favoriserait les cancers colorectaux. Les nitrates et nitrites ingérés sont considérés comme des cancérigènes probables (catégorie 2A, comme la viande rouge). Un député du Loiret Richard Ramos (Modem) s'est saisi de la question de l'utilisation des nitrites et nitrates dans l'industrie agroalimentaire. Il a rédigé avec deux collègues un rapport d'information présenté en janvier qui recommande le bannissement progressif d'ici à 2025 des nitrites dans les charcuteries. Le rapport reconnaît que les charcutiers ont commencé à réduire d'eux-mêmes l'ajout de nitrites et nitrates dans leurs produits et que ces quantités «sont inférieures aux normes fixées au niveau européen». Mais «le «sans nitrite» ne doit être ni une niche, ni une mode : il doit devenir la norme. C'est un impératif de santé publique», estime le rapport. Pour y voir plus clair, le gouvernement a saisi l'Anses, l'agence française de sécurité sanitaire, qui devrait rendre un avis dans les prochains mois.

Accord «historique» au G7 Finances sur un impôt minimum sur les sociétés

Un accord «historique» a été annoncé par les ministres des Finances du G7 sur un impôt mondial minimum et une meilleure répartition des recettes fiscales provenant des multinationales. Les ministres des Finances du G7 ont annoncé samedi un accord «historique» sur un impôt mondial minimum et une meilleure répartition des recettes fiscales provenant des multinationales, particulièrement les géants du numérique, à l'issue d'une réunion de deux jours à Londres. Le G7 s'est engagé sur l'objectif d'un taux d'impôt minimal mondial sur les sociétés d'au moins 15%, d'après leur déclaration commune, qui mentionne aussi l'engagement envers une meilleure répartition des droits d'imposer les bénéfices des grandes multinationales. Cet accord du groupe des sept grandes puissances a été qualifié d'«historique» et de «moment de fierté» par le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak, qui présidait la rencontre en tant que pays organisateur du G7. Les grandes puissances du G7 (Royaume-Uni, France, Italie, Canada, Japon, Allemagne, Etats-Unis), profitant d'un regain d'intérêt de l'administration américaine sur la question depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, veulent parvenir à une réforme mondiale de l'impôt sur les sociétés dans l'esprit des travaux engagés au sein de l'OCDE. Elle vise largement les grandes entreprises de la technologie, souvent américaines, qui paient des impôts dérisoires malgré des profits de dizaines voire centaines de milliards de dollars, en se domiciliant dans des pays où le taux d'impôt sur les sociétés est très faible, voire nul. L'accord au G7 Finances «est un premier pas et le mois prochain nous avons un G20 des ministres des Finances pour faire de plus amples progrès», a poursuivi M. Sunak, estimant que le compromis obtenu samedi va permettre «d'injecter de l'équité dans notre système de taxation planétaire». «Avoir un taux plus ambitieux» Les pays du G7 veulent mettre fin à une concurrence fiscale dans le monde qui selon eux nuit à tous à l'heure où les caisses des Etats ont été vidées par la pandémie, tandis que les géants du numérique ont particulièrement bénéficié de la crise. L'administration américaine avait d'abord évoqué un taux d'impôt mondial sur les sociétés de 21% avant de se raviser pour 15%, un niveau que la France considérerait comme «un minimum», «un point de départ». «Nous voulons avec nos partenaires du G7, du G20 et de l'OCDE essayer d'avoir un taux plus ambitieux», a notamment rappelé le ministre français des Finances Bruno Le Maire vendredi à Londres. «Il était temps que certaines des économies les plus puissantes du monde forcent les multinationales y compris les géants de la tech et de la pharmacie, à payer leur juste part d'impôts. Toutefois, fixer un taux minimal mondial d'impôts sur les sociétés de seulement 15% est bien trop bas. Cela fera peu pour mettre fin à une dangereuse course vers le bas sur l'impôt des sociétés et au vaste recours aux paradis fiscaux», a réagi Gabriela Bucher, de l'ONG Oxfam.

En proposant de signer une pétition contre les nitrites et les nitrates, Yuka avait suscité l'agacement des industriels de la charcuterie. L'application nutritionnelle a été condamnée par le tribunal de commerce de Paris. Elle a annoncé qu'elle ferait appel de cette décision. Les industriels de la charcuterie ont remporté une première manche face à Yuka : la justice a condamné l'application nutritionnelle pour «dénigrement au préjudice» de la fédération réunissant les entreprises charcutières françaises. Pour autant, le match n'est pas terminé, Yuka ayant décidé de faire appel de cette décision. Le tribunal de commerce de Paris a jugé que l'application Yuka avait «une pratique

commerciale déloyale et trompeuse et commettait des actes de dénigrement au préjudice» de la Fédération des industriels charcutiers traiteurs (FICT), dans une décision consultée vendredi par l'AFP. Sur cette application très populaire, chaque consommateur ayant scanné le code-barres d'un saucisson ou d'un jambon se voit immédiatement invité à signer dans la foulée une pétition demandant l'interdiction des nitrites et des nitrates particulièrement utilisés dans la charcuterie industrielle. C'est l'établissement d'un lien direct entre des informations nutritionnelles et une démarche militante qui est apparu insupportable à la FICT, l'amenant à saisir la justice. Dans sa décision, le tribunal de

BUSINESS ANGEL :

Marc Ménasé fait grandir les start-up

Des associés célèbres – Laurent Dassault, Alexandre Arnault, Romain Afflelou, Alexandre de Rothschild... – appuyés par Crédit mutuel Arkéa, une équipe de trente personnes, 40 millions d'euros levés en 2019 et 300 mètres carrés dans le quartier historique des start-up à Paris, République. C'est la formule gagnante définie par Marc Ménasé, 38 ans, et déjà beaucoup de succès entrepreneuriaux à son actif. Cet ancien de HEC, qui a été voiturier et conseiller en télémarketing pendant ses études, a démarré il y a plus de quinze ans avec la création de l'agence Web Nextedia, pour devenir au fil du temps un investisseur professionnel. « J'entame, depuis 2018, ma quatrième vie d'entrepreneur avec Founders Future, explique ce père de deux enfants. Dans ce domaine, je crois à la valeur de l'expérience, échecs et réussites confondus. Les heures de vol permettent d'analyser les projets avec un autre regard et davantage de profondeur. » A raison de quelque 500 dossiers reçus chaque mois, trente à cinquante rendez-vous organisés avec des créateurs d'entreprise pour un à deux deals mensuels, son incubateur personnel Future House se situe aux antipodes de la gigantesque Station F de Xavier Niel, mais ne s'en développe pas moins très rapidement. Son principe clé ? N'investir que dans des activités et des modèles compréhensibles « au quart de tour » en intervenant au stade primordial de l'amorçage pour « bâtir la colonne vertébrale de l'entreprise » pendant ses trois premières années. Parmi elles, une place de marché en ligne pour des commerçants de quartier avec Epicery, Pampa pour des fleurs vendues sur le Web et livrées à vélo, Papier Tigre et sa papeterie personnalisée,



la pépite Yuka, déjà 16 millions de visiteurs dans la notation des produits alimentaires et cosmétiques, ou encore Bonsoirs, pour le linge de maison en ligne.

Marc Ménasé et ses associés investissent entre 500 000 et un million d'euros dans chacun des dossiers retenus « Beaucoup de jeunes fondateurs de start-up se focalisent sur les levées de fonds, estime-t-il. Mais c'est la capacité opérationnelle qui fait la différence. Les mêmes idées jaillissent au même mo-

ment par milliers dans le monde. Celles qui se concrétisent reposent sur la qualité de l'exécution. » Pour Arthur Reboul, à la tête de Leeto (logiciel pour les comités d'entreprise), avoir été choisi par Founders Future permet de bénéficier – au-delà de l'investissement financier – d'un « sparring-partner » et d'une équipe polyvalente. Pour Angélique d'Esclabes, dirigeante d'Epycure (compléments alimentaires), appartenir à ce club d'entrepreneurs lui est indispensable : « Je peux non seulement avoir un appui technique

mais aussi dialoguer avec d'autres créateurs. » Marc Ménasé et ses associés investissent entre 500 000 et un million d'euros dans chacun des dossiers retenus (40 % en France, 40 % en Europe et 20 % aux Etats-Unis), avec la volonté d'être un actionnaire de long terme. « Nous avons choisi 26 entreprises en moins de deux ans », détaille-t-il, dont certaines repérées en direct sur Instagram. D'ici à la fin de l'année, Founders Future devrait doubler sa capacité financière, avec 100 millions d'euros levés.

«ILS PROFITAIENT DES USA»:

Trump se lâche contre Macron et les dirigeants européens

Donald Trump n'a pas apprécié les louanges adressées par Emmanuel Macron à son successeur à la Maison-Blanche. L'ancien Président a reproché aux dirigeants européens de «dépouiller» les États-Unis, avec l'assentiment de Joe Biden. La rencontre cordiale entre Joe Biden et Emmanuel Macron au G7 n'a pas laissé indifférent outre-Atlantique. Le chef d'État français, qui s'était dit ravi «que le Président américain fasse partie du club et soit prêt à coopérer» lors d'une conférence de presse commune, a été repris de volée par Donald Trump. Dans un communiqué, celui-ci n'a pas mâché ses mots envers le dirigeant français et ses homologues européens, les accusant de profiter injustement des États-Unis. «Lui et beaucoup d'autres dirigeants avant lui, en France et en Europe, ont dépouillé les États-Unis comme jamais. Nous avons été traités très injustement avec des accords commerciaux horribles et nous avons payé une large partie de leur défense», écrit Donald Trump dans son communiqué. Une allusion à peine voilée au budget de l'Otan, sujet de discorde avec les Européens durant son mandat. En 2018, dans un tweet controversé, l'ancien Président était allé jusqu'à



affirmer que Washington assumait 90% du financement de l'organisation. Donald Trump s'était également plaint à plusieurs reprises que les États membres ne remplissent pas leur objectif de 2% du PIB alloués à l'Otan. L'Europe et le Canada avaient

d'ailleurs consenti à une rallonge de 100 milliards de dollars en 2020.

«À leur place, moi aussi j'aimerais Biden»

Donald Trump a par ailleurs accusé Joe Biden de ne pas réagir face aux appétits du

Vieux Continent. Citant la phrase élogieuse d'Emmanuel Macron, il a affirmé comprendre sa sympathie pour Biden, puisque sa politique sert selon lui les intérêts français et européens. «Ils [les Européens, ndlr] profitaient des États-Unis, par conséquent ils aiment Biden, puisqu'ils vont pouvoir revenir à leurs vieilles habitudes et dépouiller notre pays. Si j'étais le dirigeant d'un de ces États moi aussi j'aimerais Biden bien plus que le Président Trump», a ainsi déclaré Donald Trump dans son communiqué. L'ex-dirigeant prédit encore que les pays européens «vont devenir très riches sur le dos des États-Unis», rappelant qu'il a toujours plaidé de son côté pour que les intérêts américains passent en premier. Son célèbre slogan «America First» («L'Amérique d'abord») avait d'ailleurs beaucoup fait pour son élection en 2017. Cinq mois après sa prise de fonctions, Joe Biden a entrepris ses premiers déplacements internationaux début juin. Le Président américain s'est notamment rendu au Royaume-Uni pour rencontrer Boris Johnson et participer à son premier G7. Le 16 juin, le locataire de la Maison-Blanche se rendra également à Genève pour une rencontre au sommet avec Vladimir Poutine.

G7 :

La Chine lutte pour éviter sa mise à l'écart

DÉCRYPTAGE - Alors que Biden tisse méthodiquement sa toile antichinoise, appelant les démocraties occidentales à contenir la deuxième puissance mondiale, Pékin dénonce de son côté une «mentalité de guerre froide», et enfle les habits du multilatéralisme. Alors que Joe Biden échafaude en Europe une coalition pour contrer la Chine, Pékin hausse ostensiblement les épaules. «L'ère de la déaméricanisation» du monde a sonné, proclame le Global Times, fustigeant un sommet du G7 «obsolète», par la plume de Yang Xiyu, chercheur dans un think-tank officiel, à Pékin. La presse officielle affiche un regard condescendant sur l'offensive de charme du président américain auprès des grandes démocraties de la planète, qui se poursuivra à l'Otan à Bruxelles. «Le G7 est une créature d'un autre âge, son influence et sa puissance ne sont plus du tout attirantes», appuie le quotidien affilié au Parti communiste, dénonçant un clan occidental sur la défensive, dépassé par de nouvelles puissances émergentes.

La Chine de Xi Jinping s'endurcit face à l'Amérique

Plan quinquennal post-Covid, répression accrue à Hongkong et renforcement de la mainmise du «prince rouge» sont au programme de la grand-messe annuelle du régime qui s'est ouverte vendredi à Pékin. Vaccination obligatoire, multiples tests Covid, puis deux semaines de quarantaine monacale dans une chambre d'hôtel, à Pékin. L'accès aux ors staliniens du grand Hall du peuple est cette année un parcours du combattant pour les près de 3000 «députés» participant à la session de l'Assemblée nationale populaire, le rendez-vous politique annuel le plus important de la Chine communiste. Plus que jamais, cette grand-messe qui s'est ouverte le 5 mars, a des allures de camp retranché sur la place Tiananmen alors que la deuxième puissance mondiale met en scène son triomphe sur le «démon du virus», et affiche sa détermination à poursuivre sa renaissance nationaliste, sous la houlette de son autoritaire président, Xi Jinping.



TCHAD :

Le parti du défunt Déby temporise avant de lui désigner un successeur

Le parti du défunt président tchadien Idriss Déby Itno, qui devait tenter de lui désigner un successeur à la tête du mouvement, a accouché samedi d'une solution d'attente et de compromis entre partisans et adversaires de son fils autoproclamé chef de l'Etat. Ce «congrès extraordinaire» du Mouvement Patriotique du Salut (MPS), au pouvoir depuis le coup d'Etat de M. Déby en 1990, avait été convoqué par sa secrétaire générale adjointe avant d'être annulé par le secrétaire général, fidèle du défunt mais contesté. Puis, selon le porte-parole du parti Jean Bernard Padaré, le congrès avait été maintenu sur la volonté du général Mahamat Idriss Déby, le président du Tchad autoproclamé le 20 avril à la

tête d'une junte militaire après l'annonce de la mort de son père, tué au combat contre des rebelles selon N'Djamena. Au terme de longues heures de débats à N'Djamena samedi, le MPS a désigné un nouveau secrétaire général, le président de l'Assemblée nationale Haroun Kabadi, a indiqué l'agence AFP. La désignation de cet homme de 72 ans, fidèle de la première heure du Maréchal Déby, a surpris. Certains anticipaient certes le remplacement du secrétaire général Mahamat Zene Bada mais surtout la désignation d'un nouveau président, titre de feu M. Déby qui venait d'être proclamé réélu chef de l'Etat pour un sixième mandat, sous la bannière du MPS au moment de sa mort il

y a un mois et demi. Des politologues s'attendaient à la désignation d'Abdelkerim Idriss Déby, le très influent demi-frère de Mahamat. La désignation d'un président du MPS ferait de ce dernier le candidat naturel du parti à l'élection présidentielle que les militaires ont promise, avec des législatives, au terme d'une transition de 18 mois. «Kabadi est l'homme du compromis entre la jeune génération et la vieille garde» hostile aux frères Déby, «pour éviter une déchirure au sein du parti», commente un membre du bureau exécutif, cité par l'agence AFP. La désignation d'un président du parti et futur candidat viendra plus tard, selon des responsables du MPS. Mahamat Déby, 37

ans, s'était autoproclamé président de la République le 20 avril à la tête du CMT composé de 15 généraux, avait aussitôt abrogé la Constitution et dissous Parlement et gouvernement, avant d'en nommer un autre lui-même, tout en promettant des élections «libres et transparentes» après une transition de 18 mois renouvelable une fois. La communauté internationale n'a vait pas protesté contre ce coup de force ni imposé de sanctions au Tchad, dont la puissante armée est considérée comme un des piliers de la guerre contre les terroristes au Sahel. Cependant elle a réclamé que la période de transition soit limitée à 18 mois et que les membres du CMT ne se présentent pas aux élections.

GRANDE-BRETAGNE :

Des manifestants appellent le G7 à cesser de soutenir l'entité sioniste

De nombreux manifestants se sont rassemblés devant le bâtiment du Premier ministre britannique à Londres, scandant «Libérez la Palestine», et «Mettez fin à l'occupation», ajoute Wafa. Cette manifestation coïncidait avec le début du sommet du G7 vendredi à Cornwall, dans le sud-ouest de l'Angleterre, qui se poursuivra jusqu'à ce dimanche. Selon l'agence de presse, les manifestants ont brandi les drapeaux turc et palestinien, et également les photos d'enfants tués par l'entité sioniste à Gaza, lors de la récente agression contre l'enclave palestinienne, ayant fait près de 300 morts, dont 66 enfants. Les manifestants ont critiqué les pays arabes qui ont normalisé leurs relations avec l'entité sioniste, selon la même source. S'adressant aux manifestants, le chef de la mission palestinienne en Grande-Bretagne, l'ambassadeur Hussam Zomlot, a appelé, entre autres, à soutenir le droit au retour des réfugiés palestiniens. De son côté, l'ancien chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a déclaré que «nos revendications sont très claires», à savoir la fin de l'occupation de la Cisjordanie occupée, le retrait de tous les colons, la fin de la politique de colonisation, et le siège de Gaza. Dans un rapport mensuel sur les violations de l'occupation, l'agence Wafa a fait état de 3.569 blessés dont 560 enfants. Parmi les 297 morts, 258 ont été tués lors de la récente agression contre Gaza, 36 en Cisjordanie et à Al-Qods occupés, deux dans les territoires de 1948, et un libanais à la frontière libano-palestinienne.

ESPAGNE :

Les indépendantistes catalans bientôt touchés par la grâce ?

En ouvrant la porte à un possible pardon des instigateurs du référendum de 2017, Pedro Sánchez s'est attiré les foudres de la droite comme de certains socialistes. Ses détracteurs défilent ce dimanche à Madrid. Faut-il ou non accorder la grâce à des dirigeants politiques catalans ayant tenté de provoquer un divorce de façon unilatérale avec l'Espagne et qui sont aujourd'hui lourdement condamnés par la justice ? Les sondages montrent qu'environ trois quarts des Espagnols y sont défavorables. A droite, ce rejet est spécialement fort et se traduira ce dimanche par une grosse manifestation à Madrid, autour de la place Colomb, kilomètre zéro symbolique de l'orgueil patriotique, hérissée d'un immense étendard national jaune-rouge. «C'est la plus grande trahison du peuple espagnol de notre histoire récente», tempête Cuca Gamarra, la porte-parole à l'Assemblée du groupe de la principale formation de l'opposition conservatrice, le Parti populaire (PP). Appelés cette semaine en cas de propagation du Covid au sein de l'équipe d'Espagne, les dix-sept joueurs formant une « bulle parallèle » quitteront Las Rozas dans la journée. Sauf contre-temps de dernière minute, Luis Enrique confirmera bien la liste de vingt-quatre noms qu'il avait déjà donnée à l'UEFA pour disputer l'Euro. Les dix-sept joueurs convoqués cette semaine pour pallier d'éventuels forfaits après les cas positifs au Covid de Sergio Busquets et de Diego Llorente ont été salués ce samedi matin par une haie d'honneur par les membres de la Roja, au centre d'entraînement de Las Rozas, qu'ils s'apprentent à quitter. Ces dix-sept joueurs formant une « bulle parallèle » se composaient de onze éléments qui ont disputé le match amical contre la Lituanie (4-0), mardi, après avoir pris part à la fin de l'Euro Espoirs (A. Fernandez, Mingueza, Prozo, Miranda, Cucurella, Zubimendi, Villar, Gil, Pino, Puado et Brahim Diaz), et de six joueurs plus âgés (Kepa, Albiol, Soler, Fornals, Mendez et Rodrigo). Busquets étant asymptomatique et un incontournable aux yeux de Luis Enrique, il réintègrera le groupe une fois sa mise à l'écart de dix jours terminée.

Le Congrès américain bloque la promesse de Trump d'ouvrir un consulat US à Dakhla

Le Congrès américain a bloqué l'ouverture d'un consulat des Etats-Unis à Dakhla occupée et une opération de vente de drones armés au Maroc, deux promesses clés faites au Royaume par l'ex-président, Donald Trump, selon le quotidien espagnol Lavanguardia. Le journal révèle dimanche que la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, bloque depuis plusieurs mois deux promesses clés contenues dans l'accord portant la reconnaissance unilatérale de Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental en échange de la normalisation des relations entre le régime marocain et l'entité sioniste. Il s'agit de l'ouverture d'un consulat américain à Dakhla, ville sahraouie occupée, et la vente de drones armés MQ-9B au royaume, selon des sources au Congrès citées par Lavanguardia. La nature «transactionnelle» de nombre des accords d'Abraham, promus par Trump entre Israéliens et différents pays arabes et souvent accompagnés de ventes d'armes, a suscité dès le début les inquiétudes des élus américains, souligne l'article, jugeant que «le soutien de Washington à Rabat est beaucoup plus fissuré qu'il n'y



paraît». Mais avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, ce malaise s'est traduit par des actions concrètes dans le cas du Maroc pour tenter d'en atténuer les conséquences, ajoute la même source. Lavanguardia rappelle que vers fin décembre, l'ambassadeur américain à Rabat, David Fisher, s'est rendu dans la ville de Dakhla occupée pour inaugurer un bureau diplomatique virtuel et

annoncer le début des procédures pour construire les locaux de la représentation consulaire. Cependant, la commission des Affaires étrangères du Congrès remet en cause la nécessité d'un tel consulat, d'après la même source, et son blocage, signifie que, légalement, «le Département d'Etat ne peut pas prendre de décisions financières ou opérationnelles pour aller de l'avant avec le plan»,

explique-t-on. Il en va de même avec la promesse de Trump au Royaume de lui vendre des drones MQ-9B, une technologie très avancée qui, selon les membres de la commission, «ne devrait pas être mise à la disposition du Maroc». Le blocage de ces promesses au Congrès n'a pas été révélé jusqu'à présent, mais la vérité, telle qu'elle est établie par l'Avanguardia, est qu'elles sont gelées depuis près de cinq mois sans que le Département d'Etat n'ait pris des mesures pour tenter de le contourner ou de négocier un compromis avec les membres du Congrès». Certains démocrates exigent du Département d'Etat de se distancier totalement de ces pactes. En février, rappelle-t-on, 27 sénateurs ont écrit une lettre au président Biden dans laquelle ils lui ont explicitement demandé de révoquer la décision de Trump sur le Sahara occidental. Parmi les signataires, figuraient des démocrates mais aussi des républicains. Lavanguardia est de l'avis que l'insistance sur une solution négociée entre les parties implique, en pratique, «une prise de distance par rapport à la proclamation de Trump», ce qui représente un tournant historique dans la position américaine qu'aucun autre pays

au monde n'a suivi. La commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants du Congrès a demandé au Département d'Etat de l'informer avant juillet de l'état d'avancement des contacts dans le cadre des Nations unies pour réactiver les négociations, selon le journal. «L'impact des politiques de Donald Trump suscite des inquiétudes et nous sommes activement impliqués avec le président Joe Biden face aux prochaines étapes», déclarent des sources au Congrès citées par Lavanguardia. Mercredi, le Département d'Etat américain a évoqué un changement d'approche de la part de l'administration Biden concernant la question sahraouie. A une question de savoir comment l'administration Biden compte concilier le message sur le retour du multilatéralisme et la décision de s'en tenir jusqu'à présent à la décision de Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, le porte-parole du Département d'Etat, Ned Price a répondu que son département «consulte en privé les parties sur la meilleure façon de mettre fin à la violence et de parvenir à un règlement durable».

TURQUIE :

« Il faudrait un coup de théâtre pour ramener ankara vers une adhésion univoque au camp transatlantique »

Les relations compliquées avec Moscou, qui maintient une attitude provocatrice, et Ankara, qui reste dans une politique stratégique ambivalente, sont un sujet délicat, avant le sommet de l'OTAN le 14 juin, explique, dans une tribune au « Monde », Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie. Le prochain sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN], le 14 juin à Bruxelles, est crucial pour l'Alliance atlantique : si Joe Biden apporte un ton plus constructif dans les discussions, il n'en reste pas moins que l'organisation est confrontée à une posture provocatrice de la Russie et à une politique plus qu'ambivalente de la Turquie qui, elle, souhaite se situer à égale distance de l'Alliance et de Moscou. La cohésion de l'OTAN est mise à rude épreuve.

Le sommet du 14 juin, doublé d'un sommet Union européenne - Etats-Unis le lendemain, sera, au moins sur la forme, un immense soulagement pour les dirigeants européens par rapport aux quatre années écoulées : les Etats-Unis, tout en restant fermes quant à leurs intérêts économiques et au partage du fardeau au sein de l'OTAN, ne vont plus agir sur le mode impulsif cher à Donald Trump.

Par-delà la réaffirmation de la force de la relation transatlantique, le plat de résistance du sommet de Bruxelles sera assurément la relation avec la Russie, dont la politique étrangère est articulée sur la perception aiguë d'un « encerclement » de la part de l'OTAN.

Dans ce contexte délicat, l'Alliance devra aussi tenter de rationaliser le comportement de la Turquie au cours des deux dernières années. Dans un style agressif, la Turquie a agi en Syrie, en Libye et en Méditerranée orientale, de manière unilatérale, sans concertation avec ses partenaires transatlantiques. Bien plus fondamentalement, au prétexte du refus de Washington de partager la technologie de ses missiles Patriot.

L'APLS mène de nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaine



Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené dimanche de nouvelles attaques contre les positions des forces de l'armée d'occupation marocaine le long du mur du sable, a indiqué un communiqué du ministère sahraoui de la Défense.

Selon le 214e communiqué rapporté par

l'agence de presse sahraouie (SPS), «les unités de l'APLS ont bombardé les positions des forces d'occupation dans la région de Amekli Edachra Amkala et dans la région d'Oum Dakn relevant du secteur d'El Bakari». «Les unités de l'APLS ont également bombardé les positions des forces de l'occupation marocaine

dans la région de Laakad dans le secteur de Mahbes et dans la région d'Arkiz dans le secteur d'El Kelta», ajoute la même source. «Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte», conclut le communiqué.

OULD SALEK:

« Il faut que le Conseil de sécurité assume ses responsabilités concernant la question sahraouie »

Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités au sujet de la question du Sahara occidental, a déclaré le chef de la diplomatie sahraouie, Mohamed Salem Ould Salek à la chaîne allemande Deutsche Welle. Le ministre sahraoui a dit attendre, notamment des Etats-Unis et de la France, deux membres permanents du Conseil de sécurité, qu'ils imposent au Maroc le respect de ses propres engagements concernant la question du Sahara occidental. Selon lui, la position passive du Conseil a eu des effets négatifs sur le terrain. «Nous avons vu que cette impunité du Maroc qui viole les droits de l'Homme, qui pille les ressources naturelles du Sahara occidental et qui fait fi de ses propres engagements ne mène à rien. Au lieu de la paix, il y a aujourd'hui

un retour des hostilités sur le terrain», a déploré Ould Salek. Il a affirmé, en outre, que «les Nations unies doivent dire aux Sahraouis pourquoi laisse-t-on le Maroc faire fi de ses engagements». «Nous sommes ouverts à la paix comme nous l'avons toujours été (et) nous avons signé un accord (relatif au référendum d'autodétermination). Il faut que le Conseil de sécurité nous dise pourquoi l'accord n'est pas appliqué (...) Il y a une mission des Nations unies (dans les territoires sahraouis) que fait-elle? pourquoi elle est venue? pourquoi reste-t-elle?», s'est-il interrogé. «Nous ne disons pas non aux négociations, mais le Maroc a tout bloqué. Nous avons négocié, nous sommes arrivés à un accord (mais) le Maroc, qui viole toutes les décisions des

organisations internationales et surtout qui renie ses propres engagements doit comprendre que la communauté internationale ne peut pas suivre tout le temps et que le peuple sahraoui ne peut pas rester les bras croisés», a-t-il soutenu. «Au niveau de l'UA, la République sahraouie est disposée à faire la paix avec le Maroc (mais) il faut que le Maroc sache que la paix est liée au respect des frontières héritées de l'époque coloniale et au respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», a-t-il poursuivi. Par ailleurs, Mohamed Salem Ould Salek a indiqué que l'hospitalisation du président sahraoui en Espagne n'est pas la vraie cause de la dernière crise diplomatique entre Madrid et Rabat, précisant que cet épisode n'a été

Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé

Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé, a indiqué le sous-secrétaire parlementaire aux forces armées britanniques, James Heapey, réaffirmant la position de Londres en faveur de la légalité internationale. «Le ministère de la défense peut confirmer qu'aucun personnel du Royaume-Uni participant à l'exercice African Lion n'effectuera de formation au Sahara occidental. Le Royaume-Uni considère le statut du Sahara occidental comme indéterminé», a indiqué James Heapey dans une réponse écrite à une question du député travailliste, Navendu Mishra, sur le lieu où se déroule actuellement l'exercice militaire African Lion 2021. Le député travailliste, voulait des précisions sur ces manœuvres militaires conjointes et si elles se déroulaient au Maroc ou au Sahara occidental occupé. L'exercice African Lion 2021 organisé en partenariat avec le Maroc, a débuté le 7 juin et se poursuivra jusqu'au 18 de ce mois, à la base aérienne de Kenitra au nord à Tan Tan et au complexe d'entraînement de Grier Labouhi, sur les territoires marocains. Les Etats-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Canada, le Brésil, la Tunisie et le Sénégal participent à ces manœuvres militaires. L'Espagne a décidé de sécher l'édition 2021 de cet exercice en raison des relations tendues avec Rabat, après l'afflux de milliers de migrants marocains dans l'enclave de Ceuta. Malgré les pressions du Maroc, le gouvernement espagnol a refusé d'emboîter le pas à l'ancien président américain, Donald Trump, qui a reconnu la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental, réaffirmant son attachement à la légalité internationale. Peu avant le début de ces manœuvres militaires, le Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom) a précisé dans un communiqué que l'exercice African Lion aura lieu uniquement à travers le Maroc, «de la base aérienne de Kenitra, au nord, à Tan-Tan et au complexe d'entraînement de Guerir Labouhi au sud, soit dans les frontières internationalement reconnues du royaume».

JAMES WAN REVELE LE TITRE D'AQUAMAN 2 : Un indice sur l'intrigue ?



La suite du film DC, intitulée *The Lost Kingdom*, va bientôt rentrer en tournage. Alors que le 3e volet de *Conjuring*, dont il est le producteur, cartonne au cinéma, James Wan peut se concentrer sur la suite d'Aquaman. Un projet ultra important pour Warner Bros. et l'univers cinématographique DC. En effet, avec plus d'un milliard de dollars de recette, le premier film sorti en 2018 est tout simplement le plus gros succès

du DCEU aux box-office. La pression est donc sur les épaules du réalisateur. Un épais mystère entoure toujours Aquaman 2, dont on ne sait pas grand chose si ce n'est que Jason Momoa sera bien sûr de retour dans le rôle titre, tout comme Amber Heard en Mera et Yahya Abdul-Mateen II dans le rôle de Black Manta. Patrick Wilson a également confirmé sur les réseaux sociaux qu'il serait présent, et on devrait aussi

revoir Randall Park en Dr. Stephen Shin et Willem Dafoe en Vulko. Un seul petit nouveau a été annoncé pour le moment : Pilou Asbæk (*Game of Thrones*). A part ça ? Pas grand chose. Or, James Wan vient finalement de révéler sur son compte Instagram le titre de cette suite, qui est donc *The Lost Kingdom*. Soit «Le Royaume Perdu» en français. Trois petits mots qui pourraient en dire long sur l'intrigue

d'Aquaman 2. En effet, on sait qu'Atlantis a été divisé en sept royaumes, dont six sont connus : Atlantis, Xebel (d'où est originaire Mera), Brine, la Fosse, les Fishermen et les Déserteurs. Plus un «Royaume perdu» dont la quête pourrait être au cœur du film. Actuellement en préproduction, Aquaman 2 doit rentrer en tournage au mois de juillet, pour une sortie prévue le 14 décembre 2022 en France.

Brooklyn Nine-Nine en a fini ! Le tournage de la saison 8 est terminé

Melissa Fumero a fait part de son émotion, elle dit adieu pour de bon à Amy Santiago. On n'a pas encore vu le dernier épisode, mais pour eux, *Brooklyn Nine-Nine*, c'est officiellement terminé ! Le tournage de la saison 8, la toute dernière saison de la comédie policière, vient de s'achever. Les stars du casting ont ainsi dit au revoir à la sitcom, via les réseaux sociaux. Notamment Melissa Fumero, qui joue Amy Santiago depuis une décennie et qui a partagé une photo de son tout premier badge de sécurité pour accéder au plateau : «Il y a 8 ans, Stephanie Beatriz et Chelsea Peretti étaient avec moi pour prendre nos photos pour nos badges du studio», écrit-elle. «Quelque chose dans ce moment a rendu tout cette aventure très réelle. Nous avons fait ce pilote, il a été choisi

et nous allons tourner une saison entière de cette série incroyable avec ce casting incroyable. On était très nerveuses et Chelsea a dit quelque chose qui m'a fait rire au moment où le photographe a cliqué sur l'appareil photo... et ce moment allait prédire tout ce que seraient les 8 années suivantes. Chaque jour était plein de rires, d'excitation, de nerfs, de confiance, d'épuisement et de belle amitié et collaboration.» Cette ultime saison 8 de *Brooklyn Nine-Nine* débutera le jeudi 12 août, sur la chaîne américaine NBC. Deux épisodes seront diffusés consécutivement. Cette saison 8 comptera 10 épisodes au total. *Brooklyn Nine-Nine* est diffusée en France sur Canal + Séries, et l'intégrale des 7 premières saisons est aussi disponible sur Netflix.



FESTIVAL DE VENISE :

Le nouveau film de Jane Campion sera en compétition

The Power of the Dog, avec Benedict Cumberbatch, Kirsten Dunst et Jesse Plemons, sera à la Mostra. Pas de Jane Campion à Cannes cette année : la cinéaste, seule femme réalisatrice pour le moment à avoir remporté une Palme d'or pour *La Leçon de piano*, ira au 78ème Festival du Venise en septembre prochain présenter son nouveau film, d'après *Variety*. Produit par la BBC et distribué par Netflix, *The Power of the Dog* réunit donc Benedict Cumberbatch, Kirsten Dunst et Jesse Plemons (rien que ça !), dans un drame familial autour d'un ranch du Montana. C'est une adaptation du roman *Le Pouvoir du chien* de Thomas Savage, paru en 1967 et traduit chez nous en 2004 seulement, et non pas du roman homonyme de Don Winslow paru en 2005 (et traduit en France sous le titre *La Griffes du chien*) qui se déroule dans l'univers des cartels mexicains. Les deux



bouquins tirent leur titre du Livre des Psaumes : «Protège mon âme contre le glaive, ma vie contre le pouvoir des chiens».

Vous vous coucherez moins bêtes ! *Variety* indique que *The Power of the Dog* aurait pu aller à Cannes, hors compétition, mais que Netflix ne souhaitait pas sortir le film en salles en France - condition sine qua non à la projection d'un film sur la Croisette. Le streamer a tout de même préféré aller en compétition à Venise, où Jane Campion a déjà remporté le Grand prix du jury pour *Un ange à ma table* en 1990, et où Netflix avait projeté *Roma* d'Alfonso Cuarón. A la prochaine Mostra, qui se tiendra du 1er au 11 septembre avec un jury présidé par Bong Joon-ho, le studio présentera également *The Hand of God* de Paolo Sorrentino. Et *Dune* de Denis Villeneuve sera le film d'ouverture.

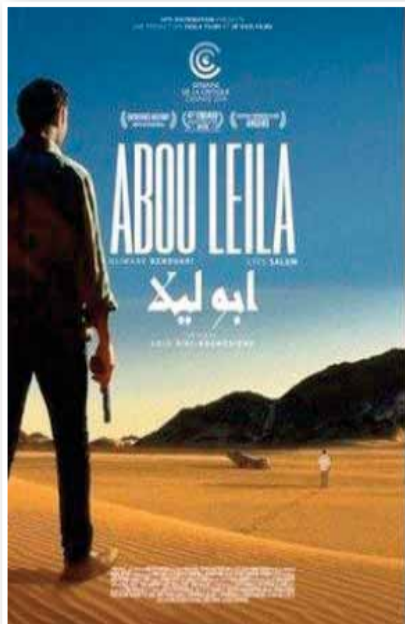
LUPIN, PARTIE 2 :

Le tournage fou de l'épisode 9 dans les Catacombes

Le réalisateur Hugo Gélin nous raconte comment ils ont dû se plier en quatre, presque littéralement, pour filmer sous Paris. Si la partie 2 de *Lupin* fait déjà un carton en France et dans le reste du monde, sur Netflix, c'est aussi grâce à une tension extrême qui émane des nouveaux épisodes et notamment de l'épisode 9. Une course-poursuite haletante sous Paris, filmée dans des conditions réelles par Hugo Gélin : «On a filmé dans les vraies Catacombes de Paris, celles qui sont autorisées au public, dans le 14e arrondissement, place Denfert-Rochereau. Quand on voit les voitures de flics débarquer, c'est le vrai lieu. Ils risquent d'avoir pas mal de visites d'ailleurs, après la diffusion (rires)», nous raconte le metteur en scène. Pour *Première*, Hugo Gélin revient en détails sur ce tournage épique, et pour le moins audacieux : «On a aussi tourné dans d'autres tunnels et d'autres Catacombes, que les gens ne peuvent pas visiter», poursuit le réalisateur. «Personnellement, j'en ai vu des kilomètres ! Il y en a beaucoup de tunnels non autorisés au public. Peut-être quatre ou cinq fois ce qui est autorisé concrètement. Ça prend trois arrondissements de Paris.

C'est gigantesque. Nous, on a beaucoup travaillé sous l'hôpital Cochin. Il y a beaucoup de tunnels très beaux, non autorisés au public. Je voulais vraiment que ce soit réel, pas filmé en studio. J'ai adoré le fait qu'on soit vraiment sous Paris. Et que quand il y a cette échelle pour sortir, c'est la vraie échelle, elle fait vraiment 30 mètres, et elle sort vraiment à cet endroit-là dans Paris, au milieu d'un jardin.» Si le cadre est magnifique, il est un peu stressant pour l'équipe de production. Loin du confort habituel d'un studio, il a fallu se débrouiller : «Ce n'est pas dangereux, mais ce n'est pas confortable. On est 20 ou 30 mètres sous terre, c'est humide, on a la tête baissée en permanence. On est obligé de ressortir de temps en temps pour respirer. On est claustro. C'est un enfer pour filmer là-dessous, disons-le !» Hugo Gélin se souvient de cette journée «pas du tout agréable. Je mesure 1,93 mètre donc c'est une catastrophe, parce que je rampe toute la journée. Et Omar est très grand aussi. Et mon chef op était très grand aussi. Alors on prend sur soi, pendant une journée, on fait ce qu'il faut. On tourne en équipe réduite, le strict minimum. Il y a même carrément des plans que mon chef op' allait faire seul, avec les deux acteurs, parce que je ne pouvais juste pas passer, tellement le tunnel était minuscule. Et puis on n'a pas retour images, compte tenu de l'épaisseur des murs. Les portables ne marchent plus. Les talkies non plus. On se retrouve à l'ancienne, à tourner de manière très artisanale. On est ensemble dans la merde et c'est cool. Parce que c'est vraiment cool au final ! Ceci dit, je ne sais pas si je le referai tout de suite...»

Les films «Abou Leila» et «En attendant les hirondelles» en salle le 24 juin



La sortie en salles des longs-métrages, «Abou Leila» de Amine Sidi-Boumediene et «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui est prévue à partir du 24 juin, annonce le Centre algérien du développement du cinéma (CADC), dans un communiqué. La distribution de ces deux longs métrages est prévue dans les villes, d'Alger, Bejaia, Oran, Tlemcen, Annaba, Bechar, Constantine, Tizi-Ouzou, Sidi Bel Abbès, Souk Ahras, Laghouat, Batna, Saida, Mostaganem,

Adrar et Biskra. D'une durée de 135 mn, «Abou Leila» raconte l'histoire de deux amis qui traversent le désert, à la recherche d'Abou Leila, un dangereux terroriste. La poursuite semble absurde, le Sahara n'ayant pas encore été touché par la vague d'attentats. Réalisé en 2020 par Amine Sidi Boumediene sur un scénario de sa plume, «Abou Leila», a été primé en Espagne et en Tunisie, entre autres. Les acteurs Slimane Benouari et Lyès Salem se partagent l'affiche de cette oeuvre. D'un autre côté,

«En attendant les hirondelles» traite de l'Algérie contemporaine, à travers une dualité temporelle judicieuse, où le passé de trois personnages, aux vies bousculées et pleines de remous, remonte au présent. Ce film réalisé en 2018 par Karim Moussaoui sur un scénario qu'il a coécrit avec Maud Ameline, compte dans son casting les regrettables, Mohamed Djouhri et la grande Sonia Mekkiou, Mehdi Ramdani, Hania Amar, Hassen Kechach, Nadia Kaci, ou encore Samir El Hakim.

16E FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ORIENTAL DE GENÈVE :

Mounia Meddour et Sara Nacer en compétition officielle

Cette édition inscrite sous le signe de "l'espoir", dont la présidente d'honneur n'est autre que l'écrivaine et militante libanaise Joumana Haddad, verra la projection de quatre films algériens, à savoir "Papicha", "Qu'ils partent tous", "Des figues en avril" et "La passation". Du 21 au 27 juin, le Fifog (Festival international du film oriental de Genève) signe son grand retour au cinéma du Grütli. Pour cette 16e édition en présentiel – celle de l'an dernier a été virtuelle pour cause de Covid – elle sera inscrite sous le signe de "l'espoir". À propos de cette thématique, Salika Wenger (présidente du Fifog et députée au grand conseil de Genève) indique : "Notre Festival international du film oriental cette année entend rappeler la richesse culturelle et célébrer la créativité cinématographique de cette région à travers un focus sur les cinémas du Levant", peut-on lire dans le dossier de presse adressé à notre rédaction. La présidente rappelle, entre autres, que l'espoir n'est le "privilège d'aucun espace dans notre monde et que, malgré les difficultés rencontrées, il reste toujours de la place pour le rêve et l'espérance. Par-delà les guerres et les conflits, les peuples du Croissant fertile vivent, créent, se rencontrent, s'aiment et cultivent l'espoir, notamment en faisant des films". À cet effet, le programme de cette 16e édition est "volontairement ouvert aux oeuvres faites par des réalisateurs en provenance de l'Occident, vient rappeler que la richesse de cette histoire nous appartient à tous. Ainsi, notre intérêt réside à la fois dans nos différences et dans les éléments qui nous lient tous, notamment le cinéma et l'espoir". Pour sa part, la présidente d'honneur Joumana Haddad (écrivaine et militante pour les droits des femmes) raconte que "dès ma plus jeune enfance passée au milieu d'une guerre civile féroce, j'ai dû apprendre à oser l'espoir pour pouvoir survivre dans cet endroit homicide. Aujourd'hui encore, 45 ans après, me voici toujours osant l'espoir, malgré – à cause de – ma ville déchiétée et à demi-détruite". Pour elle, l'espoir est "comme un exercice de vie face à la mort qui nous assiège de partout. L'espoir comme une vengeance. L'espoir pour respirer. Pour 'exister' alors que tout autour de nous semble vouloir nous priver", écrit-elle dans son argumentaire avant de conclure : "Ce festival est une célébration de cet espoir qui bat dans notre imaginaire, alimente le désir et nous garde en vie... malgré la vie."

Pour revenir à la programmation Comme le veut la coutume, le Fifog proposera tout au long de ces journées des films dans différentes catégories, qui seront en course pour le Fifog d'or. Dans la compétition internationale, l'Algérie sera représentée par deux films ayant déjà raflé de nombreux prix, à savoir Qu'ils partent tous de Sara Nacer. Synopsis : la cinéaste algéro-canadienne revient en Algérie pour capturer à travers sa caméra le Hirak. Elle nous invite dans son voyage à découvrir comment la jeune génération mène cette "révolution du sourire" avec une forte conscience politique, culturelle et sociale. La deuxième fiction n'est autre que Papicha de Mounia Meddour. Synopsis : Alger, années 90. Nedjma, 18 ans, étudiante habitant la cité universitaire, rêve de devenir styliste. À la nuit tombée, elle se faufile à travers les mailles du grillage de la cité avec ses meilleures amies pour rejoindre la boîte de nuit où elle vend ses créations aux "papichas", jolies jeunes filles algéroises. Un autre film algérien, intitulé Des figues en avril, sera projeté, mais cette fois dans la section "Panorama". Le journaliste et écrivain Nadir Dendoune y "dresse un tendre portrait de sa mère, Messaouda, quatre-vingt-deux ans, dont cinquante-huit passés dans un deux pièces, en Ile Saint-Denis.

Vers une stratégie pour la préservation des zones touristiques en régions sahariennes

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Environnement, chargé de l'environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh, a affirmé, mardi à Ouargla, qu'une stratégie nationale est en cours d'élaboration pour la préservation des zones touristiques et archéologiques dans les zones sahariennes. «Des démarches de coordination et de concertation sont en cours avec les départements ministériels ayant un lien avec la préservation de l'environnement, dont ceux des Mines, de l'Énergie, de l'Agriculture et du Développement rural, du Tourisme et de l'Artisanat, des Ressources en eaux et de la Culture, pour asseoir cette stratégie», a indiqué M. Al-Sid Cheikh lors d'une rencontre avec les représentants d'associations concernées par l'environnement. Le ministre délégué a assuré qu'un travail de terrain vient d'être lancé, en coordination avec certains secteurs, dont l'énergie qui a accordé, en vertu d'une convention, aux entreprises nationales, micro-entreprises et start-up la possibilité de traiter toutes les questions liées à l'environnement, dont la protection des bassins pétroliers et le traitement des déchets du secteur énergétique en vue de protéger la richesse animale et végétale. Il a fait état, à ce titre, de la conclusion d'un accord avec le ministère des Ressources en Eau pour le traitement des exutoires afin de faire face au phénomène de la pollution en zones sahariennes, dont l'opération a été lancée depuis la wilaya d'Adrar en mobilisant tous les moyens matériels et techniques nécessaires à cette action. Une autre convention est conclue avec le secteur du Tourisme et de l'Artisanat prévoyant l'implication de la société civile dans cette stratégie de préservation des sites archéologiques et touristiques en régions sahariennes. Selon M. Hamza Al-Sid Cheikh, des préparatifs sont menés en prévision de la tenue des assises nationales sur l'Environnement saharien, en plus de l'organisation d'un concours national de la «meilleure palmeraie en Algérie», visant à protéger les oasis vulnérables. Le ministre délégué a procédé, lors de cette visite, à la mise en service d'un forage au lieu dit «Khechem Errih», commune de Hassi-Benabdallah, avant d'inspecter un chantier de deux salles pédagogiques en cours de réalisation et devant être équipées en kits solaires. Il a aussi donné le coup d'envoi des travaux de revêtement de la RN-56 sur une distance de cinq (5) km, avant de visiter, au terme de sa tournée, une exposition d'entreprises et organismes concernés par l'Environnement, tenue à la maison de la culture d'Ouargla.

ŒUVRES CALLIGRAPHIQUES:

Un record pour l'association Errakim à Djamaâ El-Djazair

L'association Errakim de Médéa, dédiée à la promotion de l'artisanat et des arts plastiques, a réalisé pas moins de six Km de calligraphie arabe au niveau de Djamaa El-Djazair (la grande mosquée d'Alger), ce qui constitue un record dans cette discipline à travers les lieux culturels de par le monde, a-t-on appris auprès de cette association. «Avec six km de calligraphie arabe réalisés au niveau de Djamaâ El-Djazair, nous avons réussi à battre un record jamais enregistré dans aucune mosquée dans le monde», a indiqué à l'APS, Kara Bernou Abderrazzak, un des membres de l'association chargé des travaux d'ornement et d'enluminure à la grande mosquée d'Alger, en marge de la participation de cette association au Salon national des arts plastiques «Baya Mahieddine», organisé cette semaine à Blida. Ce travail méticuleux a été réalisé par quatre calligraphes algériens relevant de l'association Errakim, «en un temps record: pas plus d'une année, au lieu des deux ans initialement programmé pour cette tâche», a expliqué Kara, ce membre de cette association qui a été chargée des travaux d'ornement et d'enluminure de Djamaa El Djazair. Les enluminures réalisées au niveau de Djamaâ El-Djazair sont à «100% algériennes», a assuré, en outre, M.Kara Bernou, soulignant l'opportunité offerte, au titre de ce travail, à des calligraphes



de l'Est et de l'Ouest du pays, pour «apposer leur propre touche» avec un encadrement assuré par l'association. Il a totalement réfuté les rumeurs prétendant que ces oeuvres «sont l'œuvre de mains étrangères». Cet artiste a, aussi, déploré l'absence «de publicité pour faire la promotion» de cette œuvre artistique, qui a «conféré une grande beauté et apporté une touche esthétique certaine à la grande mosquée d'Alger, à nulle autre pareille», notamment grâce au «mariage harmonieux de la calligraphie Koufi, avec le thuluth (ou soulouci), et l'enluminure». M.Kara Bernou a notamment cité les belles bandes de calligraphie Koufi ornant l'extérieur de la mosquée, son hall et la salle de prière, outre les grands tableaux sculptés dans la pierre calcaire à l'extérieur de la mosquée, et dans le marbre pour l'intérieur, au moment où d'autres sont sculptés dans le bois et le plâtre. Les modèles de ces sculptures calligraphiques ont été faits à la main avant leur numérisation tandis que les sculptures sur marbre ont été réalisées en Chine, et celles sur pierre calcaire en Italie. Toujours selon les explications fournies par M.Kara Bernou, ces calligraphes représentent des Hadiths, des poèmes et des proverbes, mais surtout des versets du Saint Coran, dont l'emplacement a été minutieusement réfléchi, conformément aux instructions de la commission du ministère des affaires religieuses et des Wakfs. A titre indicatif les versets et hadiths relatifs à la propreté et à la pureté sont placés dans la salle des ablutions, au moment où ceux liés à la prière sont placés à l'intérieur de la mosquée. La calligraphie Koufi réalisée à l'extérieur de la mosquée, se taille la part du lion de cette œuvre artistique, eu égard à l'étendue de l'espace qui lui a été réservé, tandis que le style «Thuluth» est concentré au niveau des salles de prières et du périmètre de la mosquée, reflétant la majesté des lieux et la piété. L'association Errakim confère une grande importance à la calligraphie arabe, à travers sa participation à de nombreuses manifestations nationales et étrangères, a fait savoir M.Kara Bernou.

Youcef Lahreche, un photographe impliqué dans la promotion de l'image touristique du Sud

Natif de Ouargla, Youcef Lahrech est un photographe professionnel qui s'est impliqué, depuis plus de deux décennies, dans la promotion de l'image touristique et la sauvegarde du patrimoine culturel du Sud du pays, à travers l'objectif de son appareil photo. Rencontré par l'APS en marge d'une récente manifestation culturelle sur le patrimoine culturel tenue à la Bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed Tidjani» à Ouargla, Y. Lahreche, qui occupe actuellement le poste de conseiller, formateur et encadreur à l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) d'Ouargla, a entamé sa carrière dans le domaine de la photographie comme amateur en 1989, avant d'accéder au monde du professionnalisme. Il avait exposé, à cette occasion, ses œuvres qui s'articulent sur différents thèmes liés à la nature, la vie sociale, l'art et l'artisanat traditionnel d'Ouargla, en plus d'autres photographies prises durant ses excursions dans l'extrême Sud du pays, le Tassili N'Ajjer notamment. M. Lahreche a mis en avant l'importance de la formation des jeunes amateurs afin d'améliorer leurs aptitudes et faire découvrir les nouveautés dans le domaine de la photographie, en soulignant l'importance d'encourager les photographes, amateurs et professionnels,



à s'intéresser de plus en plus à la sauvegarde du legs culturel de chaque région à travers leur pratique quotidienne. Il précise que «la photographie est appelée à jouer son rôle dans la valorisation du produit artisanal et de mettre en lumière les diverses potentialités touristiques de l'Algérie». «La photo est considérée aujourd'hui comme un moyen indispensable pour contribuer à la promotion touristique à travers l'amélioration de la visibilité des nombreuses destinations que recèle notre pays», a-t-il poursuivi. M. Lahreche a bénéficié d'une série de sessions de formation ayant permis de consolider ses connaissances et de parfaire son savoir faire dans le processus de prise de vue, en plus des techniques de photo et vidéo-mon-

tage, de l'infographie et de la conception des sites web. Les différents rendez-vous culturels nationaux et internationaux auxquels il a pris part, à l'instar des 17 éditions du Salon national de la photographie, ainsi que 7 participations à des manifestations similaires à l'étranger, ont contribué aussi à approfondir ces aptitudes dans le domaine. Lors de sa riche carrière professionnelle marquée aussi par une dizaine d'expositions personnelles, il a obtenu de nombreuses distinctions, dont le premier prix au salon national de la photographie dans les éditions d'El-Oued et d'Annaba, et un classement parmi les 100 premiers photographes ayant pris part à un concours international qu'a abrité la Jordanie.

LIGUE 1 :

La 26e journée aura lieu ce week-end

La 26e journée du championnat national de Ligue 1 se déroulera le vendredi 18 et le samedi 19 juin prochain, a annoncé ce dimanche la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site. La première partie de cette 26e manche aura lieu vendredi et verra le déroulement de deux rencontres, à savoir, AS Aïn M'lila - CS Constantine et ASO Chlef - NA Hussein Dey. De son côté, le second acte est prévu samedi, à partir de 17h00, avec deux derbies au programme. Le premier se jouera à Alger et mettra aux prises le CR Belouizdad au Paradou AC, tandis que le second, celui des Hauts Plateaux, aura lieu à Sétif entre l'Entente locale et le CA Bordj Bou Arreridj. Quant à l'affiche du jour, elle aura lieu au stade Ahmed Zabana (Oran) entre le mouloudia d'Oran et son homologue de la capitale.

USMA-JSK reporté

Concernant le match USM Alger - JS Kabylie, autre affiche attrayante de cette 26e journée, il a été reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Canaris à la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF). En effet, les Jaune et Vert donneront la réplique à la formation camerounaise de Coton Sport, dans une empoignade prévue le dimanche 20 juin (17h00) au stade Ahmed Ahidjo de Yaoundé.

Ce sera finalement Algérie (A') - Liberia (A) le 17 juin à Oran

La sélection algérienne A', qui devait disputer un match amical avec son homologue burundaise le 16 juin au nouveau stade d'Oran, affrontera finalement l'équipe du Liberia (A) le lendemain, toujours à Oran, «en raison d'impondérables liés aux difficultés de déplacement des Burundais», a annoncé samedi la Fédération algérienne de football (FAF). «En raison d'impondérables liés aux difficultés de déplacement de la sélection du Burundi en Algérie, la Fédération algérienne de football a finalement conclu avec son homologue du Liberia pour le match de la sélection nationale des joueurs locaux qui aura lieu, non pas le mercredi 16 juin, mais le jeudi 17 (à 20h45) au nouveau stade Olympique d'Oran», indique un communiqué de la FAF publié sur son site officiel. Profitant de l'actuel séjour de la sélection A du Liberia en Tunisie, la FAF a convenu de ce match puisque la délégation libérienne ralliera l'Algérie à partir de Tunis et permettra ainsi à la sélection nationale conduite par Madjid Bougherra d'entamer sa préparation en prévision de la Coupe arabe des nations de la FIFA Qatar-2021 qui aura lieu en décembre prochain, par un premier stage du 13 au 17 juin, explique la même source. En prévision du 1er stage qui débute dimanche au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) et de cette joute amicale, le sélectionneur Madjid Bougherra a convoqué 23 joueurs issus des clubs évoluant dans le championnat de Ligue 1. Le départ pour la ville d'Oran est prévu la veille du match dans la matinée avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El Bahia. Lors de la Coupe arabe des nations, l'Algérie évoluera dans le groupe D avec l'Égypte et les vainqueurs des matchs Liban-Djibouti et Libye-Soudan. Le tournoi sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire directe, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale.

LIGUE 1 (25E J):

La JSS rate le coche, la JSK piégée à Tizi-Ouzou

La JS Saoura, deuxième au classement, a raté une belle occasion de réduire l'écart avec le leader, en s'inclinant dimanche en déplacement face au MC Alger (1-0), à l'occasion de la deuxième partie de la 25e journée du championnat de Ligue 1 de football. Le capitaine du «Doyen» Abderrahmane Hachoud, a surgi à la 18e minute de jeu pour offrir une précieuse victoire aux Algérois, et permettre ainsi au Mouloudia de mettre fin à une mauvaise série de six matchs sans victoire, toutes compétitions confondues. Le club algérois se relance dans la course au podium, avec en sus un match en moins. La JSS, dont il s'agit du deuxième revers concédé après son élimination en 1/4 de finale de la Coupe de la Ligue face au NC Magra (2-1), compte désormais sept longueurs de retard sur le leader l'ES Sétif. A l'instar de la JSS, la JS Kabylie, fraîchement qualifiée pour la finale de la Coupe de la Ligue professionnelle, n'a pas su profiter de la réception de l'US Biskra pour rejoindre le MC Oran sur le podium, en concédant le point du match nul (1-1). L'USB, dirigée sur le banc par Azzedine Aït Djoudi, confirme son réveil en championnat, en enchaînant un cinquième match sans défaite, et s'éloigne davantage de la zone rouge.

La JSMS sombre un peu plus

Dans la capitale du «Titteri», le NC Magra, auréolé de sa qualification en finale de la Coupe de la Ligue 1, aux dépens de l'USM Alger (2-1, a.p), a réalisé une belle opération en tenant en échec



l'Olympique Médéa (0-0). Un point précieux pour la formation de Magra dans l'optique du maintien. En revanche, l'OM fait du surplace et aligne un quatrième match sans victoire, toutes compétitions confondues. En bas du tableau, la lanterne rouge la JSM Skikda continue de manger son pain noir, en concédant sa troisième défaite consécutive, cette fois-ci à domicile face au WA Tlemcen (1-2), un concurrent direct pour le maintien. De son côté, la formation tlemcenienne renoue avec la victoire

après quatre défaites de rang concédées en championnat, mais surtout une élimination sans gloire en demi-finale de la Coupe de la Ligue professionnelle à Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (1-0). En ouverture de cette 25e journée, jeudi, le leader l'ES Sétif, a confirmé ses ambitions pour le titre, en allant s'imposer en déplacement face au Paradou AC (3-0) alors que le trio du bas de tableau : le RC Relizane, l'USM Bel-Abbès et le CABB Arreridj, a relevé la tête, en l'emportant respectivement face

au MC Oran (2-1), à l'ASO Chlef (2-1), et à l'AS Aïn M'lila (2-0). Deux rencontres sont reportées: CS Constantine - CR Belouizdad, fixée au 23 juin, et NA Hussein-Dey - USM Alger, dont la date reste à désigner. La LFP a reporté ces deux matchs en raison de la participation de cinq joueurs du CRB et trois de l'USMA au stage de l'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, du 13 au 17 juin, ponctué par un match amical face au Liberia (A), jeudi au nouveau stade d'Oran.

LIGUE 1:

Le MC Oran cale au mauvais moment

Beaucoup d'espairs ont été placés par la famille du MC Oran sur l'actuel exercice footballistique après un quart de siècle de disette. Mais l'équipe semble fléchir, ces derniers temps, au mauvais moment alors qu'elle était bien partie pour réaliser le rêve de ses supporters. Multipliant les contre-performances à domicile en championnat de Ligue 1, les «Hamraoua» ont payé cher leur «impuissance» dans leur jardin préféré du stade «Ahmed-Zabana» quittant la coupe de la Ligue, devenue leur objectif premier cette saison, dès les quarts de finale. Pourtant, tout plaideait pour que les Oranais passent sans encombre ce tour, vu que le tirage au sort de cette compétition, qualificative à la coupe de la Confédération africaine de football, a été très clément avec eux. Ils ont d'abord bénéficié de l'avantage du terrain, et aussi hérité d'une équipe qui lutte pour son maintien en Ligue 1. D'ailleurs, quelques jours auparavant, les protégés de l'entraîneur Kheïreddine Madoui sont allés battre le WA Tlemcen, puisque c'est de cet adversaire qu'il s'agit, sur son terrain même dans le cadre du championnat. Mais les retrouvailles des deux équipes en coupe de la Ligue ont réservé une mauvaise surprise pour les Oranais éliminés cruellement de cette épreuve. Une élimination qui a été difficile à digérer plongeant même le MCO dans la crise. Le coach Madoui s'est pressé de jeter l'éponge en réaction aux critiques dont il fait l'objet de la part de son président, Tayeb Mahiaoui. Certes, le technicien sétifien est vite revenu à de meilleurs sentiments, mais ses capés n'ont pas bien réagi dès le match suivant sur le terrain du RC Relizane, un autre mal-classé, dans le cadre de la 25e journée du championnat. Invaincus en 11 matchs dans cette compétition, les «Hamraoua» sont tombés face au voisin relizanais (2-1), alors que jusque-là, ils dominaient de la tête et des épaules les derbies de l'Ouest du pays. Cette défaite risque de valoir au MCO sa troisième place au classement, d'autant plus que ses deux poursuivants immédiats, à savoir, le CR Belouizdad et la JS Kabylie, comptent chacun deux matchs en moins. C'est dire que les gars d'El-Bahia n'ont désormais plus le droit à l'erreur, pour reprendre les propos de Madoui, qui s'est dit déçu, à l'issue du précédent match de Relizane, du rendement de certains de ses capés alignés en première mi-temps de cette partie au cours de laquelle les locaux ont fait le nécessaire au cours de ce «premier half» en menant par deux buts à zéro. Pour sa part, le président Mahiaoui pointe du doigt, dans des déclarations à la presse, «un environnement malsain et un arbitrage défaillant», tout en gardant espoir de voir les siens terminer sur le podium, synonyme d'une participation africaine la saison prochaine.

MCO:

Madoui s'en va encore et Bouazza lui succède

Comme attendu, une fois de plus, l'entraîneur du MCO, Kheir Eddine Madoui a décidé de plier bagage et de démissionner de son poste d'entraîneur du MCO, pour la deuxième fois en une semaine seulement. La première fois, c'était les supporters qui ont insisté pour qu'il revienne à de meilleurs sentiments, et ont quelque part forcé le président Mahiaoui de le récupérer, mais cette fois-ci, il semble bien que la décision du sétifien est irrévocable ! La défaite à Relizane a joué un rôle dans cette démission certes, mais les relations entre le coach et son président sont devenues et même entre Madoui et les membres de son staff et même avec certains joueurs. La goûte qui a débordé le vase, c'est la décision qu'a prise Mahiaoui de mettre à l'écart certains joueurs après la défaite de Relizane, car il les soupçonnait d'avoir levé le pied lors de ce dernier match et le coach Madoui n'a pas voulu entrer dans ce registre là et c'est pour cette raison qu'il a décidé de plier bagage et de partir. Ainsi, la direction du club a décidé de nommer pour le moment le préparateur physique, Bouazza Abdelatif comme son successeur provisoirement et il est fort probable que c'est lui qui va coacher l'équipe ce samedi face au MCA à l'occasion de la 26e journée au stade Ahmed avec l'aide de l'entraîneur des gardiens Acimi Réda, mais aussi le manager Drid Nasr Eddine, qui pourrait bien être nommé pour finir la saison. Ce qui est certain est que Mahiaoui ne va pas nommer un autre entraîneur pour la fin de saison et se contentera de solutions internes, lui qui veut minimiser les dépenses au maximum. Dans un autre registre, les deux joueurs Bachir Belloumi et le défenseur Masmoudi Boualem sont entrés en stage avec l'équipe Nationale des locaux sous la houlette de Madjid Bougherra, en perspective du match amical, qui aura lieu à Oran ce jeudi face au Libéria, après l'annulation du match du Burundi.

L.Nacer

EN A' :

Belmadi assistera au match contre le Liberia

Le sélectionneur national Djamel Belmadi a indiqué hier, après le match amical disputé face à la Tunisie (2-0), qu'il restera en Algérie pour assister au match de l'équipe nationale A' face au Libéria, prévu, jeudi prochain au nouveau stade olympique d'Oran. Le coach national a indiqué qu'il va suivre le stage de l'équipe nationale des locaux qui débutera aujourd'hui et qui sera ponctué par une joute amicale jeudi prochain face au Liberia pour inaugurer le nouveau stade olympique d'Oran. « Je vais rester en Algérie pour assister au stage des locaux. Je serai présent avec mon ami Madjid (ndlr ; Bougherra) pour suivre de près les joueurs de notre championnat. Je suis très curieux et pressé à la fois pour assister à ce rassemblement et au match de jeudi face au Liberia pour pouvoir compter sur ces joueurs à l'avenir », fait savoir Belmadi. Rappelons que le match des protégés de Madjid Bougherra est programmé pour le jeudi 17 juin à 20h45 au stade olympique d'Oran.

EN U20 :

Match nul contre le NA Hussein Dey

L'équipe nationale des moins de 20 ans a fait un match nul (4-4) contre l'équipe réserve (U21) du Nasr Hussein Dey dans un match amical disputé hier en préparation de la Coupe Arabe U20. Les buts de la sélection ont été inscrits par Samy Mahour (Genk), auteur d'un doublé, Younes Ait Amer (Bayern Munich) et Amine Saïd (FC Nantes). A noter que les joueurs expatriés ont rejoint le groupe hier pour ce dernier stage avant la Coupe Arabe. Pour rappel, la Coupe d'Arabe U20 commencera le 20 juin en Égypte. L'Algérie se trouve dans le Groupe A avec les hôtes l'Égypte, la Mauritanie et le Niger.

*PROGRAMME DES VERTS:

20 juin vs Mauritanie

23 juin vs Égypte

26 juin vs Niger



TUNISIE:

Nabil Maâloul à la place de Mondher Kebaïer?

Annoncé sur le départ de la tête de l'équipe de Syrie, Nabil Maâloul pourrait prendre la place de Mondher Kebaïer dans le nid des Aigles de Carthage. Nabil Maâloul a annoncé à demi-mots, son départ de son poste à la tête de la Syrie, après le prochain match des éliminatoires de la Coupe du monde, face à la Chine et ce, sur fond du non-paiement des dus des membres du staff technique depuis le mois de mars 2020. Maâloul a souligné, dans une déclaration accordée à Mosaique FM, que la Fédération syrienne de football n'a rien à voir avec ce problème et que la loi César, décrétée par les Etats-Unis dans le cadre des sanctions contre la Syrie, est à l'origine de cette situation. Le technicien pour revenir prendre en main la sélection de la Tunisie.

OUAFA BENTERKI:

Élue femme du monde

L'ambassade des États-Unis d'Amérique en Algérie a félicité l'Algérienne Ouafa Benterki après avoir remporté «The Global woman of choice award». «Félicitations à Ouafa Benterki pour avoir remporté le prix 'Global Women of Choice', qui récompense des femmes exceptionnelles dans divers domaines» écrit la représentation diplomatique américaine sur sa page officielle Facebook. En 2019, elle a été nommée un des directeurs régionaux de Microsoft Corporation of America. Elle est également la fondatrice de MTY Intelligent Software. La première start-up dirigée par une femme dans la technologie en Algérie. Ouafa Benterki a participé au programme «TechWomen» financé par l'ambassade des États-Unis en 2012. Elle a passé trois semaines dans la Silicon Valley en Californie.

SYRIE :

18 morts dans des tirs d'artillerie notamment sur un hôpital à Afrine

Au moins 18 personnes, dont 14 civils, ont été tuées samedi en Syrie dans des tirs d'artillerie sur la ville d'Afrine qui ont notamment touché un hôpital dans ce secteur du nord syrien tenu par des rebelles pro-turcs, a rapporté une ONG. Un médecin, trois employés du personnel hospitalier, trois femmes et un enfant figurent parmi les victimes des bombardements ayant touché l'hôpital al-Chifaa, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Selon cette ONG, les tirs proviennent de territoires dans le nord de la province d'Alep où sont déployées des forces du régime mais aussi des forces kurdes.

Décès de 52 personnes par noyade depuis le 1er mai

Cinquante deux (52) personnes sont décédées par noyade en mer ou au niveau des réserves d'eau depuis le 1er mai 2021, selon un bilan rendu public lundi par la Protection civile. Le bilan précise que 22 victimes ont été enregistrées au niveau des plages et 30 autres au niveau des réserves d'eau. Durant les dernières 24 heures, les plongeurs de la protection civile de la wilaya de Khenchela ont été sollicités pour le repêchage du corps d'un adolescent âgé de 18 ans, décédé noyé dans un barrage d'eau au lieu-dit Taghrist dans la commune de Yabous, ajoute la même source.



MORT DE 39 VIETNAMIENS EN ANGLETERRE:

Arrestation d'un homme en Italie

Stefan Damian Dragos, un roumain de 28 ans, est accusé d'avoir fourni le camion qui a transporté les migrants en Angleterre, selon un communiqué de la police, relayé par des médias « ragots », qui a été arrêté par la police à Milan sur la base d'un mandat d'arrêt britannique, «appartient à une organisation criminelle dédiée à l'immigration illégale», ajoute le communiqué. Les 39 migrants vietnamiens —dont les plus jeunes étaient deux garçons de 15 ans— étaient morts d'asphyxie et d'hyperthermie dans l'espace confiné du conteneur, alors qu'ils étaient transportés vers ce qu'ils espéraient être une nouvelle vie en Grande-Bretagne. Leurs corps avaient été découverts à l'intérieur de la remorque à l'est de Londres en octobre 2019. Les chefs de file du groupe de passeurs, Ronan Hughes, un transporteur routier nord-irlandais de 41 ans, et Gheorghe Nica, un ressortissant roumain de 43 ans, accusés d'être les organisateurs du trafic, ont été condamnés en janvier respectivement à 20 et 27 ans de prison pour homicides involontaires et trafic de migrants. Maurice Robinson, le chauffeur qui conduisait le camion au moment de la découverte des corps, a quant à lui été condamné à 13 ans et quatre mois d'emprisonnement. Eamon Harrison, le chauffeur de 24 ans qui avait acheminé la remorque jusqu'au port belge de Zeebrugge, affirmant qu'il ignorait la présence des migrants à son bord, s'est vu infliger 18 ans de prison.

Près de la moitié des allocations chômage aurait été volée aux USA

p-1
Décès de 52 personnes par noyade depuis le 1er mai
Des criminels ont peut-être volé jusqu'à la moitié des allocations chômage que les États-Unis ont versées au cours de la dernière année, soit plus de 400 milliards de dollars, relate le portail d'information Axios. Cette fraude avec les allocations chômage pendant la pandémie pourrait facilement atteindre les 400 milliards de dollars (330 milliards d'euros), selon certaines estimations, et la majeure partie de l'argent s'est probablement retrouvée entre les mains de syndicats du crime étrangers, affirme le site Axios en se référant à des experts. Blake Hall, PDG d'ID.me, un service qui essaie de prévenir ce type de malversation, a indiqué à Axios que les États-Unis avaient perdu cette somme à cause de réclamations frauduleuses. «Jusqu'à 50% de toutes les allocations chômage pourraient avoir été volées.»

CLASSEMENT SHANGHAI 2021 :

L'université Djillali-Liabes enregistre des performances appréciables

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué, ce mercredi 9 juin, l'université Djillali-Liabes de Sidi Bel Abbès a enregistré des performances dans le classement mondial des domaines académiques, appelé classement de Shanghai, dans son édition de 2021. Dans un communiqué repris à l'agence officielle APS, le ministère a précisé que l'université algérienne a ainsi été classée dans les domaines du Génie civil à la position 101 sur 150, du Génie mécanique à la position 201 sur 300 et des sciences des matériaux à la position 301 sur 400. Le département de Abdelbaki Benziane a estimé que cela « traduit la qualité des travaux de recherche de nos chercheurs scientifiques ».



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION :
5 morts et 172 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 172 autres ont été blessées suite à plusieurs accidents de la circulation survenus durant les dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile ont également repêché les corps de deux personnes décédées par noyade, à savoir un homme de 25 ans à la plage Beau Séjour dans le commune d'Ain Turk (Oran) et un autre, âgé de 57 ans à la plage Rechgoun dans la commune d'Oulhaça (Ain Temouchent). Concernant la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 45 opérations de sensibilisation à travers trois wilayas (50 communes) afin de rappeler les citoyens sur la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale. Les unités de la Protection civile ont également effectué 11 opérations de désinfection générale ayant touché les infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles à travers une seule wilaya (7 communes), ce qui a nécessité la mobilisation, pour les deux opérations, de 150 agents, 16 ambulances et 15 engins d'incendie. En outre, un dispositif de sécurité pour la couverture de 20 sites de confinement au niveau des wilayas d'Alger, Constantine et Oran a été mis en place.

VFS GLOBAL :

Annnonce de l'ouverture des rendez-vous court séjour

Le prestataire chargé de la collecte des demandes de visas pour la France, VFS Global, a annoncé, ce jeudi 10 juin 2021, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, l'ouverture des rendez-vous court séjour pour motif professionnel. « Faisant suite au communiqué du consulat général de France à Alger concernant la reprise de délivrance des visas, VFS Global informe son aimable clientèle de l'ouverture des rendez-vous court séjour pour motif professionnel », précise le prestataire dans le même communiqué. VFS Global a rappelé que « le demandeur doit justifier d'un visa de circulation obtenu par le passé (visa de court séjour à entrées multiples) délivré par la France, d'une validité du moins un an et arrivé à expiration après le 1er novembre 2019 ».

SALIM GAMOURA :

Premier algérien à avoir été champion du monde en Mind Mapping

L'Algérien Gamoura Salim, a participé aux championnats du monde de Mind Mapping Lecture rapide le 29 mai 2021, et a remporté la médaille d'or de l'épreuve de Mindmap créative et la médaille de bronze au classement général de cette compétition. En effet, Gamoura Salim est aujourd'hui le premier algérien à avoir remporté le titre de champion du monde de Mind Mapping. Le Mind Mapping est un outil de prise de notes et de pensée visuelle qui permet d'exploiter tout le potentiel du cerveau en lui permettant de mieux mémoriser, être plus créatif et développer l'esprit critique et l'organisation personnelle.